



NATIONS UNIES
République centrafricaine



RAPPORT DES RÉSULTATS DES
NATIONS UNIES
POUR LA RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE



2020

**PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE
AU DÉVELOPPEMENT 2018-2021**

Rapport Annuel de mise en œuvre (janvier-décembre 2020) pour la République centrafricaine a été produit par le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations unies en République centrafricaine.

© Nations unies 2021

Cette publication peut être téléchargée
gratuitement à l'adresse suivante : <https://minusca.unmissions.org/en>

Note : Les frontières, les noms indiqués et les désignations utilisées sur les cartes ne requièrent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations unies.

Design : [rewire.design](https://www.rewire.design)

AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE

L'année 2020 est une année inoubliable. En République centrafricaine (RCA), l'année a été marquée par un conflit – mené par ceux qui voulaient bloquer les élections présidentielle et législatives et priver la population du droit d'élire et de choisir ses dirigeants. Sans les élections, le pays serait tombé dans une crise constitutionnelle - par la présence de la COVID-19 qui n'a pas épargné un des pays les plus pauvres de la planète et par la perte des milliers d'hectares des terres agricoles suite aux inondations en début d'année. Le peuple centrafricain a dû subir choc après choc et la situation a également mis à l'épreuve les efforts des Nations unies et de leurs partenaires. Avec recul, je suis fière de représenter les Nations unies. Notre équipe a montré d'une façon récurrente l'importance de la présence des Nations unies au niveau politique, stratégique et technique.

Avec le soutien sans réserve de la communauté internationale, des élections présidentielle et législatives ont été organisées le 27 décembre 2020. En observant le déroulement des élections, j'ai noté avec humilité des femmes et des hommes, des personnes âgées et des infirmes, qui, souvent au prix de grands risques personnels, étaient déterminés à exercer leur droit de décider de qui dirigera leur nation. Nous avons donc terminé l'année comme nous l'avions commencée, en affrontant les défis de front et en témoignant de la résilience du peuple et de la capacité du système des Nations unies à s'adapter et à réagir. La flamme de la démocratie est désormais portée en RCA.

L'équipe pays des Nations unies et la MINUSCA ont été confrontées, dès les premiers mois de l'année 2020, à la grande crise sanitaire apparue avec la pandémie de la COVID-19. Bien que COVID-19 ait eu un impact majeur sur le bien-être de la nation, ensemble, nous nous sommes très vite mobilisés aux côtés du Gouvernement centrafricain et d'autres partenaires de la RCA pour atténuer son impact socio-économique et contribuer à éviter une crise sanitaire nationale majeure et mettant en place avec le gouvernement

la politique nécessaire pour la protection de la population. Le partenariat gouvernement, Nations unies, Banque mondiale et autres a finalement pu lutter contre la propagation du virus. Nous avons redécouvert le pouvoir du partenariat.

Le genre, les solutions durables, la protection sociale, la violence basée sur le genre sont des défis et une réalité quotidienne pour les femmes et les filles qui vivent dans un pays en conflit. Dans ce contexte, l'équipe pays poursuit le dialogue, la mise en place d'une Politique, d'un programme de prévention et de prise en charge avec le gouvernement et d'autres partenaires. Par ailleurs, plus d'une personne sur trois est soit déplacée interne soit réfugiée dans les pays voisins. Avec un effort conjoint UNCT-HCT, nous avons déployé en 2020 un effort considérable pour aider ceux qui veulent et peuvent rentrer au pays de le faire. Des petits pas ont été achevés mais c'est un début. Et la COVID-19 nous a montré la vulnérabilité profonde de la population – un choc et tout est perdu. Avec les partenaires, les débuts de la mise en place de la protection sociale et un filet social sont en cours.

L'année 2021 demeure une grande opportunité. Les élections seront terminées au niveau national et avec les élections locales planifiées pour fin 2021, on peut témoigner de la naissance de la démocratie locale. Nous continuerons à lutter pour renforcer l'accès aux services sociaux de base au niveau de la santé et de l'éducation ; à soutenir les producteurs ; à travailler avec le gouvernement et à nourrir cette flamme de la démocratie.

●	ACRONYMES	7
●	INTRODUCTION	8
	L'équipe pays des Nations unies	8
	Principaux partenaires du Système de développement des Nations unies en République centrafricaine	10
●	CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+ EN 2020	13
●	APERÇU DES RÉSULTATS CLÉS DES NATIONS UNIES EN 2020 ET LE PARTENARIAT.....	17
	Principales réalisations et tendances en 2020	17
	Aperçu des résultats par Pilier de l'UNDAF+	19
	Principales réalisations en matière de consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale	19
	Bien-être & Équité	23
	Relèvement économique durable	27
	Soutien aux partenariats et financement de l'Agenda 2030.....	29
	Résultats de l'initiative "Travailler plus et mieux ensemble" des Nations unies en République Centrafricaine : cohérence, efficacité et efficience	30
	Agenda pour l'efficacité.....	31
	Communication	31
	Examen et leçons apprises de la mise en œuvre de l'UNDAF+ en 2020.....	32
	Financement des réalisations et mobilisation des ressources.....	33
●	LES PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS POUR 2021.....	39

ALPC	Armes Légères et de Petit Calibre
APPR	Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CLPR	Comité Locaux de Paix et de Réconciliation
CNDH	Comité National des Droits de l'Homme
CPI	Cour Pénale Internationale
CPS	Cour Pénale Spéciale
CVJRR	Commission, Vérité, Justice, Réconciliation et Réparation
DDH	Droits Humains
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Réinstallation
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GA	Groupe Armé
GFF	Mécanisme de Financement Mondial (Global Financing Facility)
GFTI	Générale de Fabrication en Technologie Industrielle
JPN	Jeunesse Pionnière Nationale
MINUSCA	Mission multidimensionnelle Intégrée de Stabilisation des Nations Unies en Centrafrique
NU	Nations Unies
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OSC	Organisations de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNDDRR	Plan Nation de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Retour
PVVIH	Personnes Vivant avec le VIH
RCA	République Centrafricaine
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique
SGBV	Survivant (e) de Violence Basée sur le Genre
SNU	Système des Nations Unies
TAR	Traitement antirétroviral
UA	Union Africaine
UNCT	Equipe Pays des Nations Unies (United Nations Country Team)
UNDAF+	Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (United Nations Development Assistance Framework)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population (United Nations Population Fund)
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNMAS	Service de la lutte antimines des Nations unies
USMS	Unités Spéciales Mixtes de Sécurité

L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

L'organisation des Nations unies en RCA est constituée d'agences spécialisées, de fonds, de programmes et de départements. On note également la présence d'une mission de maintien de la paix dénommée Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Au total, vingt et une (21) agences, programmes, fonds, départements et mission existent en République centrafricaine. Ils ont tous une présence physique dans le pays :

AGENCES RÉSIDENTES



NATIONS UNIES
République centrafricaine



FAO

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture



HCDH

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme



MINUSCA

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine



OCHA

OCHA

Bureau de la coordination des affaires humanitaires



OIM

Organisation internationale pour les migrations



OIT

Organisation internationale du travail



OMS

Organisation mondiale de la santé



ONU-Femmes

Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



ONUSIDA

Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida



PAM

Programme alimentaire mondial



PNUD

Programme des Nations unies pour le développement



UNDSS

Département des Nations unies de la sûreté et de la sécurité



UNFPA

Fonds des Nations unies pour la population



UNHCR

Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés



UNICEF

Fonds des Nations unies pour l'enfance.



UNMAS

Service de la lutte antimines des Nations unies



UNOPS

Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets

ONU-Femmes et UNOPS ont changé de statut et ont été érigés en Bureau Pays au lieu de Présence programme jusqu'en 2020. En revanche, aucune agence ne s'est jointe à l'équipe pays des Nations unies en RCA durant

l'année 2020. Toutefois, l'Organisation mondiale du commerce a annoncé son installation dans le pays. ●

PRINCIPAUX PARTENAIRES DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

L'inclusion d'un large groupe de parties prenantes dans l'identification des principaux défis du développement et des solutions est essentielle pour articuler un cadre de coopération qui répond aux besoins de la population.

Les objectifs étaient d'approfondir la compréhension des principaux défis et des solutions potentielles, d'établir des domaines stratégiques d'intervention de l'équipe pays des Nations unies et de renforcer l'adhésion du gouvernement, de l'équipe pays et des autres parties prenantes du développement.



Pourquoi?

- Spécifier et mettre en œuvre les interventions de l'équipe pays en accord avec les plans de développement nationaux.



Comment?

- Par une approche participative incluant toutes les parties prenantes.
- A travers des personnes ressources y compris des agences non-résidentes.
- En prenant en considération lien entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP), le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix et les programmes conjoints interagences (Delivery as One).

PARTENARIATS MULTI-ACTEURS



Secteur public

Représentants du gouvernement (central et local)



Partenaires internationaux

Agences des Nations unies, ONGI, DCO et bailleur de fonds



Secteur privé

Commerces et entreprises privées



Universités et medias

Universités, centres de recherche, groupes de réflexion



Société civile local

Associations, organisations non gouvernementales



Institutions financières internationales

Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement



Des enfants déplacés à l'intérieur du pays dans un espace ami des enfants de l'UNICEF au camp de Sangaris à Bambari, en République centrafricaine, le 3 septembre 2018. Photo: UNICEF.

Globalement, le gouvernement, ainsi que les organisations de la société civile constituent les principaux partenaires des Nations unies dans le cadre de l'UNDAF+. Les résultats stratégiques sont alignés sur les priorités nationales telles que contenues dans le RCPCA.

Ce partenariat est élargi aux institutions ou organisations internationales et régionales dans le cadre de la mise en œuvre efficace et efficiente de l'UNDAF+. L'objectif est d'appuyer le gouvernement dans son offre de services sociaux de base à la population, tout en créant des conditions nécessaires pour l'atteinte des ODD. Parmi ces partenaires institutionnels, on compte notamment ;

La Commission européenne est un contributeur clé dans plusieurs interventions humanitaires et de développement. L'équipe pays des Nations unies en RCA et l'UE finalisent actuellement un programme régional de la transhumance conjoint couvrant la RCA, le Cameroun et le Tchad. Le travail vise à définir et à mettre en œuvre des règles et des mécanismes pour l'utilisation durable de l'espace et la gouvernance de la mobilité pastorale dans le respect des droits de l'homme, sur les routes de transhumance transfrontalière entre le Tchad, le Cameroun et la

République centrafricaine. Et en 2020, l'équipe pays a lancé un dialogue avec l'EU sur la prévention de la violence basée sur le genre en RCA vu le contexte et les défis et l'importance d'aborder ce sujet ensemble.

Bien qu'elle ne s'engage pas directement avec l'Union Africaine (UA) en RCA, l'UNESCO met en œuvre le projet de biosphère et de patrimoine du lac Tchad (2018-2021), en collaboration avec la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Cette initiative est liée au partenariat entre la CBLT et l'UA dans le cadre de la Stratégie de Stabilisation Régionale pour le bassin du lac Tchad (SSR 2018), en vue de réaliser la stratégie de l'UA consistant à "réduire les armes au silence d'ici 2020".

L'équipe pays est engagée dans des initiatives visant à faire progresser la coopération régionale et transfrontière ; à soutenir et à renforcer les capacités des autorités locales, de la société civile et des structures existantes ; à sensibiliser les communautés à la paix ; à prévenir et à gérer les conflits communautaires entre éleveurs et agriculteurs, et à faciliter une série d'activités visant à prévenir et à réduire la violence. Une attention particulière est portée sur la réduction de la violence contre les femmes et des abus attribués aux groupes armés. Par exemple, le Fond de Consolidation

de Paix (PBF) finance une initiative pour renforcer les mécanismes de gestion concertée et pacifique de la transhumance dans l'objectif de restaurer le dialogue intercommunautaire et la consolidation de la paix, entre le Tchad et la RCA. De même, l'équipe pays soutient les efforts de la RCA et du Cameroun dans la lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites transfrontaliers. Ultérieurement, le PNUD s'engage à améliorer la gestion du lac Tchad en renforçant la résilience au changement climatique et en réduisant le stress de l'écosystème par la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour le bassin du lac Tchad. Par exemple, le projet PBF finance la FAO et l'UNFPA pour renforcer les mécanismes de gestion concertée et pacifique de la transhumance dans l'objectif de restaurer le dialogue intercommunautaire et la consolidation de la paix, notamment au Cameroun, entre le Tchad et la RCA. De même, l'OIM et UNODC – avec un financement du PBF – soutiennent les efforts de la RCA et du Cameroun dans la lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites transfrontaliers.

L'équipe pays est engagée dans des initiatives avec des institutions financières internationales. Par exemple,

en collaboration avec le FMI, l'équipe pays soutient suivants : le basculement (transfert) du Budget moyen où le ministère des Finances est le seul ordonnateur au Budget programme où tous les ministères techniques seront eux-mêmes les ordonnateurs de leurs propres budgets rattachés à leurs programmes respectifs. Ce basculement qui devait avoir lieu en 2021 est repoussé à 2022. A cet effet, une feuille de route conjointe a été élaboré avec le FMI. La FAO et ONU-Femmes soutiennent également les Alliances de Parlementaires pour l'Agriculture et la Nutrition qui font partie d'un vaste effort des parlementaires à travers l'Afrique centrale. Finalement, l'OMS soutient la surveillance épidémiologique transfrontalière entre la RCA et le Cameroun afin de favoriser l'échange de données et renforcer les points d'entrée. Plusieurs réunions en ligne de haut niveau entre les deux ministres de la Santé et des réunions techniques ont été organisées au Cameroun afin de développer des outils pour la mise en œuvre de la surveillance transfrontalière. ●



La crise de 2018 à Bambari a provoqué le déplacement de centaines familles peuls qui se sont réfugiées dans la ville de Zemio, laissant derrière elles maisons, bétails, habits etc. C'est ainsi que UNFPA offre des kits de dignité à toutes les femmes et filles vulnérables afin de satisfaire des besoins non alimentaires.
Photo: UNFPA / Zigoto Tchaya Tchameni François Junior.

La République centrafricaine est confrontée, depuis 2013 à une insécurité persistante et ce, malgré les progrès réalisés dans le domaine de la restauration de l'autorité de l'Etat, notamment avec le déploiement des autorités administratives (Préfets, Sous-préfets et Secrétaires Généraux de Préfectures) et militaires (FACA et FSI) sur l'ensemble du territoire avec l'appui des Nations unies et des autres partenaires. Aussi, la pandémie de la COVID-19 a fragilisé le système de santé publique, affaibli la capacité de l'Etat à fournir des services publics de base, y compris l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmenté le niveau de chômage et renforcé la pauvreté avec plus de 92 800 nouveaux pauvres créés, selon les principales conclusions de l'étude d'impact socio-économique de la COVID-19. La pandémie de COVID-19 a donc aggravé une situation déjà fragile. En dépit de ces difficultés, le peuple centrafricain a fait preuve d'une capacité de résilience ayant permis d'améliorer ses conditions de vie.

Le gouvernement a entrepris avec ses partenaires techniques et financiers des efforts de stabilisation et de relèvement au nombre desquels la signature d'accords de paix avec les groupes armés et l'élaboration d'un plan stratégique de relèvement et de consolidation de la paix. Avec 40% de son territoire occupé par les groupes armés et avec environ plus de 71% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et des milliers de personnes vivant de l'assistance humanitaire, la RCA reste un pays fragile.

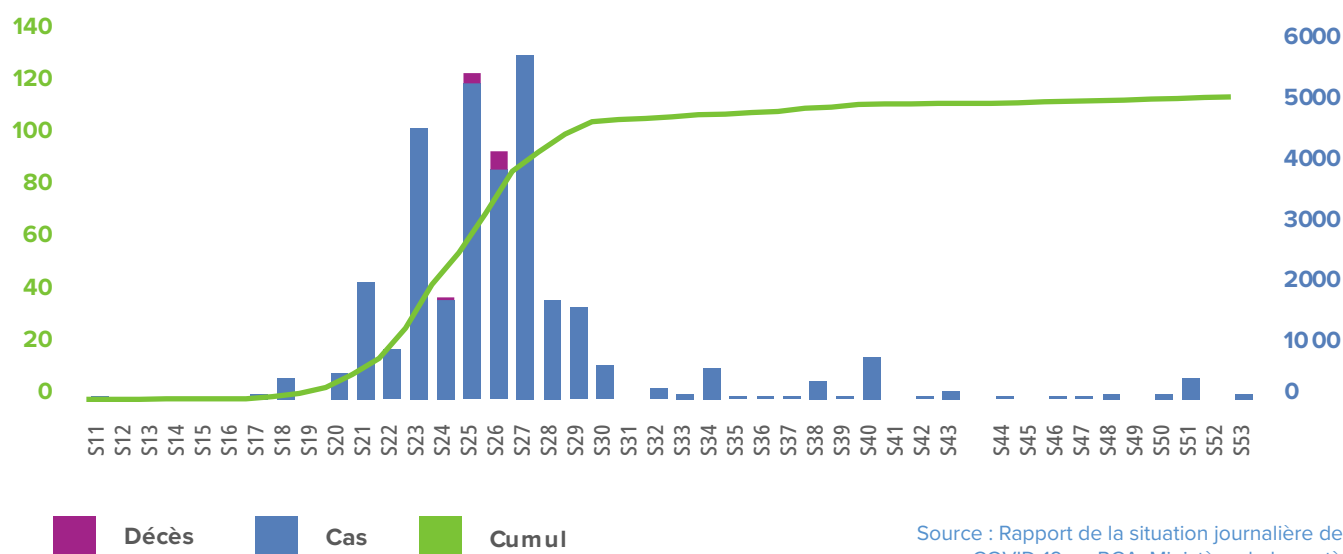
L'année 2020 a également été marquée par une recrudescence de violence autour des élections en décembre avec le développement d'une coalition de groupes armés dite Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) dont l'intention était d'empêcher la tenue des élections. A cet effet, un certain nombre d'attaques ont été lancées simultanément dans l'ouest du pays. Ces violences ont fait fuir plus de 300,000 personnes. Aujourd'hui, la moitié de ces personnes est déjà rentrée, mais vit encore sous le choc de la violence et le fait de quitter les foyers et de prendre refuge en brousse laissent des traces sur la population.

La situation politique a été marquée par des tensions au sein de la classe politique nationale au sujet de la préparation des élections. La MINUSCA et l'équipe pays ainsi que les autres partenaires internationaux dans le cadre du G5/RCA élargi (France, Etats-Unis, CEAC, UA, UE et la Banque mondiale) ont appuyé les autorités nationales pour la relance du dialogue politique entre les parties prenantes au processus électoral. Ainsi, un amendement au code électoral a été adopté, ce qui a permis la poursuite des opérations d'inscription des électeurs tout en maintenant l'intégrité constitutionnelle et la tenue des élections aux dates initialement définies.

Malgré les tensions politiques et sécuritaires, le premier tour des élections présidentielle et législatives groupées a été organisé en RCA, conformément aux délais constitutionnels et légaux, le 27 décembre 2020. Des menaces ont été proférées contre les membres de l'Autorité nationale des élections (ANE), le personnel des bureaux de vote et les électeurs. Le matériel électoral a subi des dommages dans plusieurs endroits dans l'ouest du pays par des éléments de la

CPC, empêchant ainsi la tenue des législatives dans 55 des 140 circonscriptions. Un soutien opérationnel, logistique, technique, financier et/ou sécuritaire a été fourni par les Nations unies dans le cadre de l'assistance électorale intégrée et divers autres partenaires internationaux à l'ANE. La mobilisation s'était renforcée pour permettre aux populations de voter dans les localités où la situation sécuritaire le permettait.

Tendance épidémiologique hebdomadaire des cas



Le premier cas de COVID-19 en RCA a été enregistré le 14 mars 2020. Selon le ministère de la Santé, le nombre de cas a augmenté pour atteindre 4 971 au 31 décembre 2020 avec une nette progression de juin à août et une réduction marquée du nombre de nouveaux cas à partir d'octobre. Cette réduction est consécutive aux mesures prises par le gouvernement (fermeture des établissements scolaires et universitaires, des restaurants, des bars et des night clubs, fermeture des frontières aériennes, distribution de kits de protection...) pour stopper la propagation de la maladie. Cependant, les frontières terrestres sont restées ouvertes avec des contrôles à la sortie du Cameroun et à l'entrée de Bangui au Km 26.

L'étude d'impact socio-économique 2020 a mis en exergue de sérieuses répercussions de cette pandémie sur les agrégats macroéconomiques et les indicateurs sociaux en 2020. L'économie devrait connaître une récession sur l'ensemble de l'année 2020 avec une baisse du PIB réel qui s'établirait à -1% (contre une prévision de 4,8%), et la détérioration du déficit budgétaire de 6,3% du PIB.

Sur le plan social, les indicateurs se sont également dégradés. Les reports des investissements dans le

secteur privé liés à la chute des investissements directs étrangers ont fait perdre 11 600 emplois directs et indirects dont les trois quarts dans le secteur informel et ont fait basculer plus de 92 800 personnes dans la pauvreté. Avec plus de deux millions de personnes impactées, cette pandémie, ajoutée aux effets de la crise post-électorale en cours rendent difficile l'atteinte des ODD. ●

PRINCIPALES RÉALISATIONS ET TENDANCES EN 2020

Conformément au RCPCA, l'UNDAF + 2018-2021 a été conçu pour soutenir le redressement national, et le programme de travail conjoint de l'ONU a été construit sur l'approche du nexus Humanitaire - Développement - Paix, avec une forte collaboration entre les acteurs humanitaires et de développement. La pertinence du cadre de l'ONU ainsi reconfirmée, il a été prolongé d'une année supplémentaire jusqu'à fin de 2022 pour faciliter l'alignement avec le RCPCA. Le programme conjoint des Nations unies en 2020 a été caractérisé par la manière dont l'équipe de pays des Nations unies a identifié les opportunités offertes par les défis sociopolitiques et par la capacité des Nations unies à adapter la programmation pour répondre à des besoins en constante évolution.

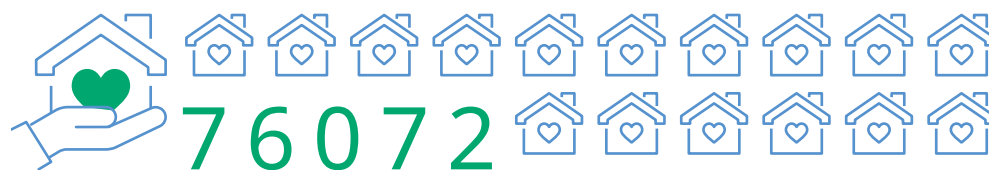
Les effets sanitaires de la pandémie ont été circonscrits et l'impact socio-économique a été atténué

Avec le soutien des Nations unies, le gouvernement a élaboré des plans de riposte robustes, permettant d'assurer une réponse sanitaire et humanitaire immédiate. Un plan de réponse socio-économique, élaboré sur la base des résultats préliminaires de l'étude d'impact socio-économique de la COVID-19 et aligné sur le cadre des Nations unies pour une réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 (UN DCO, avril 2020), a été mis en place en août 2020. De plus, de vastes programmes de transferts d'argent et de bons d'achat ont été mis en place soutenant environ 76 072 ménages dans tout le pays. La production de masques faciaux et la fabrication de savons a été mise en route pour maintenir les actifs productifs et favoriser les stratégie d'adaptation positive. La campagne de communication et sensibilisation pour la prévention de la transmission de la COVID-19 sur le lavage des mains, le port des masques et la nécessité de respecter la distanciation sociale, a touché presque toute la population. Les leçons apprises de la lutte contre les précédentes épidémies et les infections ont fortement contribué à la structuration de la réponse communautaire nationale à la COVID-19.

L'accès aux services sociaux de base a été maintenu pour la population

Les campagnes de vaccination de base ont progressivement atteint un plus grand pourcentage de la population cible depuis 2017, soit une augmentation de 23% entre 2017 et 2020. 80% de la population cible a été atteinte en 2020 et 50% des enfants souffrant de malnutrition ont reçu une assistance. L'enseignement à distance a permis de maintenir l'offre d'éducation malgré la fermeture des écoles, et des repas secs ont été fournis aux enfants chez eux au lieu des repas à l'école.

GRANDES RÉALISATIONS ET TENDANCES

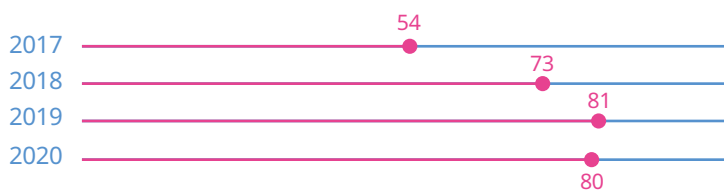


ménages ont été soutenus par de vastes programme de transfert d'agent et de bons d'achat

L'accès aux services sociaux de base a été maintenu pour la population



Evolution de la protection des enfants de 6-11 mois contre les maladies par la vaccination à travers le programme national



80% de la population cible a été atteinte en 2020



37,7% réduction des décès liés au VIH dans la population



50% des enfants souffrant de malnutrition ont reçu une assistance



L'enseignement à distance a permis de maintenir l'offre d'éducation malgré la fermeture des écoles, et des repas secs ont été fournis aux enfants chez eux au lieu des repas à l'école.

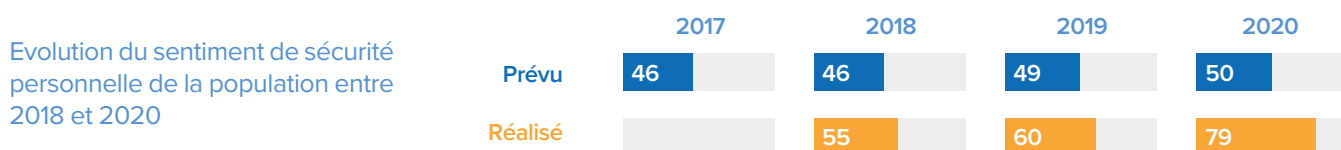


L'enregistrement des personnes aux services d'état-civil et la régularisation des enregistrements des naissances de **22 770 enfants leur a permis d'être considéré comme membres de la société et de jouir de droits fondamentaux tels que l'accès à l'éducation.**

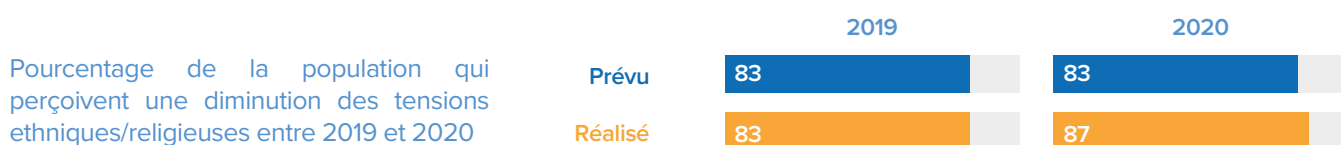


La protection et les droits humains ont été renforcés. Le Code de protection de l'enfant a été adopté par le Parlement et promulgué par le Président de la République. En outre, la loi sur la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparations (CVJRR) a été promulguée et les 11 commissaires ont été nommés.

Une meilleure perception de la sécurité par les populations : Amélioration du sentiment de sécurité des centrafricains, passant de 60% en 2018 à 79% en 2020, dépassant ainsi la cible de 50% attendue.



La cohésion sociale a été renforcée aux niveaux communautaire et national



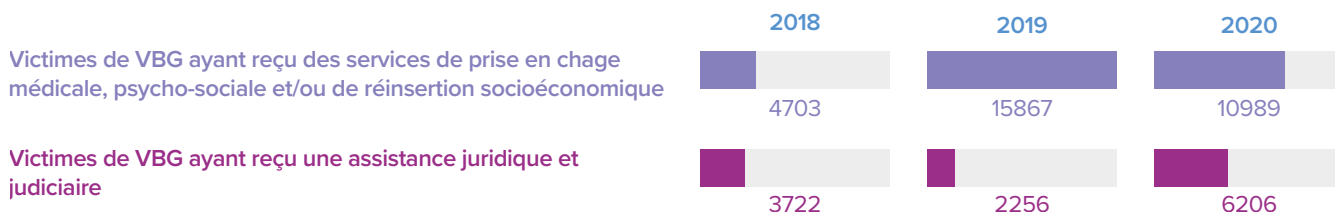
En 2020, 73% des populations estimaient avoir de bonnes relations avec les personnes d'autres pratiques religieuses, contre 62% en 2018.



L'accès à la terre a été l'un des plus grands problèmes concernant l'autonomie économique des femmes dans les zones rurales. **1250 femmes rurales ont reçu des terres (50 hectares par groupement), cédées par les autorités locales pour améliorer leur accès à la terre et assurer leur autonomisation socio-économique.**

Malgré la forte perception que la **violence sexuelle** doit se résoudre en famille, le pourcentage de plaintes semble augmenté. L'acceptation des victimes et les services aux victimes sont jugés positivement.

Prise en charge des victimes de VBG entre 2018 et 2020



Entre 2018 et 2020, **12 184 victimes de VBG ont reçu de l'assistance juridique et judiciaire contre un niveau attendu de 3 150**. Cela démontre clairement les efforts déployés par les Nations unies visant à réduire de manière considérable les VBG et promouvoir l'égalité de sexe.

L'Appui à la restauration de l'autorité de l'Etat et le redéploiement des FSI et du personnel pénitentiaire a été effectif.



En matière de développement local, entre 2018 et 2020, 6 358 fonctionnaires et agents de l'Etat ont été formés et déployés sur le terrain dans le cadre de la décentralisation et de la gestion efficace du développement local.

Le retour des réfugiés et déplacés internes a été effectif. Le graphique ci-dessous met en exergue le niveau de retour des réfugiés et déplacés internes dans leurs communautés respectives entre 2019 et 2020.



Compte tenu du principe ne laisser personne en arrière, 47 032 Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) y compris 25 000 déplacés internes, ont continué de recevoir leur thérapie antirétrovirale dans quatre centres de traitement ambulatoire (CTA) à Bangui et dans 95 unités de prise en charge (UPEC). En outre, les femmes enceintes dépistées du VIH+ sont traitées. Ainsi, Le nombre de décès liés au VIH est en baisse de 37,7% au sein de la population.

Pour promouvoir l'inclusion sociale, même des plus marginalisés et permettre d'accroître la qualité des services VIH et tuberculose auprès de la population au cours des trois prochaines années, un important don du Fonds Mondial à hauteur de 68 046 892 euros soit un accroissement de 250 % par rapport à la subvention précédente pour les trois prochaines années (2021-2023) a été sécurisé.

Les élections 2020

Malgré tous les défis politiques et sécuritaires, y compris la destruction et vols du matériel électoral dans certaines localités du pays, par une coalition de groupes armés opposée à l'organisation des élections, les élections présidentielle et législatives ont eu lieu le 27 décembre 2020. Le président a été élu au premier tour et un deuxième tour des élections législatives a été planifié pour 2021.

La protection et les droits humains ont été renforcés

Le Code de protection de l'enfant, qui criminalise toute forme d'exploitation sexuelle et autres abus auxquels sont exposés les enfants et qui privilégie le droit à l'éducation, à la santé, à la protection contre les violences, a été adopté par le Parlement en février et promulgué par le Président de la République le 15 juin 2020. En outre, la loi sur la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparations (CVJRR) a été promulguée en avril et les 11 commissaires ont été nommés en décembre 2020.

Une meilleure perception de la sécurité par les populations

Les études de perception réalisées par les Nations unies témoignent d'une amélioration du sentiment de sécurité des centrafricains, passant de 60% en 2018 à 79% en 2020, dépassant ainsi la cible de 50% attendue [1]. Cette amélioration peut s'expliquer par les efforts entrepris en termes de redéploiement des forces de sécurité intérieure (FSI) dans le pays, les avancées observées dans la démobilisation, le désarmement, la réintégration et la réinsertion (DDRR) des ex-combattants, ainsi que l'adoption d'une série de réformes politiques (police de proximité). De plus, la formation des deux premiers bataillons des unités spéciales mixtes de sécurité (USMS), déployés à Paoua et Bouar, pour la sécurisation des couloirs de

transhumance, a contribué à renforcer ce sentiment de sécurité.

La cohésion sociale a été renforcée aux niveaux communautaire et national

Il y a eu une réduction des tensions interreligieuses au niveau des communautés et des preuves anecdotiques indiquent une plus grande acceptation des mesures prises par les forces de sécurité pour maintenir l'ordre. En 2020, 73% des populations estimaient avoir de bonnes relations avec les personnes d'autres pratiques religieuses, contre 62% en 2018. Le renforcement du dialogue entre les communautés touchées par la transhumance, y compris dans les zones frontalières, a réduit les tensions entre ces populations.

Les tensions communautaires liées aux transhumances en baisse

Une meilleure gestion de la transhumance par les autorités locales et les communautés a contribué à réduire les violences entre éleveurs et agriculteurs, notamment par l'utilisation de réseaux d'alerte communautaires (CAN), de comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR), mais également avec l'appui au dialogue institutionnel et politique. Des avancées notables ont été enregistrées dans ce domaine notamment la relance du dialogue entre la RCA et le Tchad avec la revitalisation des comités mixtes le long de la frontière.

Des avancées dans l'égalité de sexes

En 2020, les élections ont été un véritable test de l'application des lois portant sur la place des femmes dans la vie sociale et politique. Les inscriptions des femmes sur les listes électorales ont connu une petite régression passant de 48% des femmes inscrites en 2015/2016 à 46 % pour le cycle électoral 2020/2021. Cette tendance se confirme à travers les statistiques relatives aux femmes candidates ; une seule femme sur 17 candidats aux élections présidentielles et 245 femmes sur 1 572 candidatures aux législatives (soit 15,59%) et ce en dépit du Code électoral imposant un quota de 35% de femmes aux partis politiques. Pour assurer la parité de genre, sur 11 commissaires nommés le 30 décembre 2020 à la Commission vérité justice, réparation et réconciliation (CVJRR), cinq sont des femmes soit presque 50%.

L'accès à la terre a été l'un des plus grands problèmes concernant l'autonomie économique des femmes dans les zones rurales. 1250 femmes rurales ont reçu des terres (50 hectares par groupement), cédées par les autorités locales pour améliorer leur accès à la terre et assurer leur autonomisation socio-économique. Pour prévenir les conflits fonciers éventuels, 30 autorités politiques et administratives et 69 leaders communautaires ont été formés sur l'intégration de la dimension genre dans la gestion des conflits liés au foncier et à l'affectation des terres.

Malgré la forte perception que la violence sexuelle doit se résoudre en famille le pourcentage de plaintes semble augmenter. L'acceptation des victimes et les

[1] Etude Perception paix, justice et sécurité en RCA, (nov 2020)



Malgré la peur due à la situation sécuritaire encore fragile, les centrafricains ont répondu massivement à l'appel à se rendre dans les différents bureaux de vote afin d'exercer leur devoir de citoyens et de voter. Photo: ONU / MINUSCA

services aux victimes sont jugés positivement. Entre 2018 et 2020, 12 184 victimes de VBG ont reçu de l'assistance juridique et judiciaire contre un niveau attendu de 3 150. Cela démontre clairement les efforts déployés par les Nations unies visant à réduire de manière considérable les VBG et promouvoir l'égalité de sexe.

L'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat et le redéploiement des FSI et du personnel pénitentiaire a été effectif

En prélude à la tenue des élections et dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la restauration de l'autorité et l'extension de l'Etat (RESA), des efforts importants ont été consentis par la MINUSCA et l'équipe pays en termes de déploiements et redéploiements des fonctionnaires et agents de l'Etat (FAE). Ainsi, du côté de l'administration du territoire, une présence effective des préfets, des Secrétaires Généraux et des sous-préfets a pu être réalisée à hauteur de 77%. Au niveau des Forces Armées Centrafricaines (FACA), 1 889 militaires ont pu être déployés sur le terrain, soit plus des deux tiers de l'effectif entraîné par les partenaires internationaux. Les forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie) ont aussi pu atteindre un effectif de 4 927 dont 2 266 policiers et 2 661 gendarmes. Le

renforcement des capacités en gestion des armes et des munitions de 48 forces de défense et de sécurité nationales a eu lieu. Du côté de la justice, des efforts ont aussi pu être consentis pour avoir une meilleure présence des juges dans leurs juridictions. On note néanmoins que seulement 64 postes judiciaires à l'extérieur de Bangui, sur les 120 existant, sont occupés par des membres du personnel judiciaire. Du côté du personnel pénitentiaire, le taux de présence est de 73,97%.

La collaboration et la confiance entre les Nations unies et le peuple centrafricain a été renforcée

Les projets à impacts rapides (QIPs) sont des outils permettant d'apporter des réponses immédiates aux besoins des populations et de renforcer la collaboration et la confiance entre la Mission et le peuple centrafricain. Les QIPs portent sur trois grands domaines prévus dans le mandat de la Mission, à savoir la protection des civils, la cohésion sociale et la restauration de l'autorité de l'Etat. Ils ont contribué ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations en vue de la stabilisation en République centrafricaine et ont été réalisés dans leur grande majorité (à plus de 80%) par des partenaires d'exécution (ONG) centrafricains au bénéfice des populations centrafricaines. En 2019/2020, ce sont 83 projets qui ont été financés

dans l'ensemble des secteurs couverts par les Nations unies pour un budget de près de 3 millions de dollars

et en 2020/2021, 78 projets ont été approuvés pour un montant de \$2.342.222.

APERÇU DES RÉSULTATS PAR PILIER D'UNDAF+

PRINCIPALES RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA COHÉSION SOCIALE

i. Contribution des institutions politiques et administratives et organisations de la société civile au maintien de la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et les droits humains

La politique sectorielle de la Justice 2020-2024 a été adoptée et ses mécanismes de coordination interministériels et multisectoriels sont opérationnels. L'adoption de la loi sur la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparations (CVJRR) en avril 2020 ouvre la voie à l'opérationnalisation de ladite commission courant 2021. Pour faciliter l'accès aux services judiciaires et parajudiciaires aux populations, la loi sur l'aide légale a quant à elle été adoptée en janvier 2020.

Elaboré depuis 2019 avec l'appui de partenaires techniques, le Code de protection de l'enfant a été promulgué en Juin 2020. Il pénalise toutes les violations graves commises contre les enfants dans les conflits armés et permet à la loi centrafricaine de traiter les enfants associés aux groupes armés comme des victimes.

L'appui des Nations Unies à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) se poursuit, notamment par l'accompagnement de la politique de police de proximité. De même, le Plan ministériel de l'approche genre (2021-2024) est en cours de finalisation. Ce plan vise entre autres à favoriser l'intégration des femmes dans les effectifs des FSI mais aussi à assurer une meilleure prise en charge des victimes d'abus et de violences sexuelles.

Il est à noter que l'appui de l'Equipe Conjointe des Nations Unies sur le VIH/Sida (JUNTA) a permis le lancement de la Charte Nationale sur la qualité des soins et les droits du patient. A laquelle y est associée une ligne verte gratuite permettant de dénoncer les abus et violations des droits survenant dans les structures de santé, ainsi qu'un vaste programme de formation et de sensibilisation.

Services aux populations et aux victimes et accès à la justice

Des nouvelles cliniques juridiques ont été ouvertes et sont opérationnelles fournissant des services d'aide légale avec des avocats référents, agents psychosociaux juristes et parajuristes à Boda, Sibut, Nola, Carnot, Berberati, Bouar et Bangassou. Celles-ci s'ajoutent à celles qui étaient déjà opérationnelles à

Bangui et Bossangoa. Ces cliniques contribuent à la mise en œuvre du modèle centrafricain d'aide légale, qui reconnaît les organisations de la société civile comme de véritables acteurs.

La loi portant sur l'organisation de l'aide légale a été promulguée le 14 janvier 2020, et des décrets d'application de la loi sont en cours de rédaction dans le cadre d'une grande réforme de la justice portée par le Ministère pour une durée de cinq ans. Des audiences foraines ont été appuyées, notamment à Béloko, afin de rapprocher la justice formelle des populations.


Un guide pratique à l'intention des acteurs de la justice informelle, qui ont un rôle crucial en matière de conciliation dans les litiges à nature civile et commerciale, a été finalisé. Il a servi de base à la formation des acteurs de la justice informelle à Bangui, Bimbo, Bouar, Bria et Bambari.

Si les efforts à faire restent substantiels afin d'augmenter la confiance des populations en la justice formelle, 76% de la population considère néanmoins que le secteur de la justice formelle s'est amélioré au cours des 12 derniers mois.

Consolidation de la paix et cohésion sociale

En 2020, 73% des populations estimaient avoir de bonnes relations avec les personnes d'autres pratiques religieuses, contre 62% en 2018. De même, 87% de personnes estiment avoir constaté une nette diminution des tensions ethniques dans leurs quartiers, villages ou communes au cours des 12 derniers mois. Ces améliorations de perceptions sont liées au travail continu des mécanismes locaux de résolution des conflits et de médiation (comités locaux de paix et de réconciliation ; comités de médiation ; comités de paix ; etc.) déployés à travers le pays. Au 30 décembre 2020, 34 comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) étaient opérationnels. Dans le cadre de la vulgarisation de l'accord politique pour la paix et la réconciliation, les CLPR, ainsi que les organisations de femmes et de jeunes ont été très impliquées. De plus, des plaidoyers stratégiques ont été faits pour assurer leur participation effective dans les mécanismes de paix et intégrer les besoins particuliers des jeunes et des femmes dans le processus de consolidation de la paix.

L'équipe pays des Nations unies soutient le dialogue communautaire, les mécanismes de gestion/gouvernance communautaire, la médiation et la gouvernance locale inclusive afin de promouvoir la cohésion sociale et prévenir les conflits dans le cadre de la mise en œuvre de l'APPR. Entre autres, l'établissement de plateformes de dialogue



Moins de conflit = Impliquons les femmes

Engager les hommes dans la lutte contre toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, en particulier pendant les élections 2020-2021 en république centrafricaine. Photo: UN Women / Novella Nikwigize

communautaire fait partie intégrante de la réponse aux conflits liés à la transhumance. Des groupes de population spécifiques, notamment les femmes, les jeunes, les communautés touchées par la transhumance, etc. qui ont été précédemment exclus de ces processus ont été ciblés. Il est à noter que les femmes, membres des organisations féminines et des mécanismes de paix locaux (CLPRs) ont joué un rôle clé dans l'apaisement des tensions inter-ethniques grâce à leur médiation et autres capacités renforcées par des formations ciblées organisées par les Agences des Nations unies. Dans les zones où sévissent encore des groupes armés, leur leadership a permis de maintenir les dividendes de paix et assurer le dialogue entre les différentes communautés.

Le gouvernement, les deux principales organisations d'employeurs (Groupement Interprofessionnel de Centrafrique et Union Nationale du Patronat Centrafricain) et 19 organisations syndicales ont été formés sur la lutte contre la COVID-19 sur le lieu de travail, et un guide de lutte contre la pandémie a été produit et vulgarisé

Le Haut Conseil de la communication a été appuyé dans sa lutte contre les discours de haine et l'incitation publique à la violence. En outre, 67 organisations à base communautaire ont bénéficié de divers appuis pour la fabrication de gels hydroalcooliques, de savons antiseptiques et la prévention des violences

faites aux femmes ainsi que la construction de forages d'eau potable, facilitant la lutte contre la pandémie en allégeant la charge domestique des femmes et des filles. Douze organisations féminines, quatre organisations religieuses et 10 organisations de jeunes ont également bénéficié de renforcement de capacités.

ii. La gouvernance locale et l'accès équitable aux dividendes de la paix

Le gouvernement local et les structures de gouvernance ont été appuyés au travers de la réhabilitation des infrastructures publiques, le développement des capacités des fonctionnaires, y compris la formation, etc. A ce jour, huit plans de développement local ont vu le jour au niveau des municipalités, dont trois ont été validés, à Dar-El-Kouti, Mbollo-Kpata et Bamingui (Bamingui-Bangoran prefecture) et cinq sont en attente de validation à Ridina et Ouandja (Vakaga), Obo et Zemio (Haut-Mbomou) et Mobaye (Basse-Kotto).

Pour garantir le fonctionnement des autorités locales et pour assurer la mise en œuvre des plans locaux, les bâtiments administratifs ont été réhabilités et les bureaux équipés dans les communes de Ridina (Vakaga), Bria (Haute-Kotto) et Obo (Haut-Mbomou). De plus, le processus a été lancé pour la réhabilitation et l'équipement des communes de Mobaye et Mbélima (Basse-Kotto).

Pour mettre en avant les dividendes de paix et favoriser la cohésion sociale, les projets de



réhabilitation d'infrastructures communautaires dont des ponts et des pistes rurales, d'appui à la relance des filières agro-pastorales, de formation et insertion socioprofessionnelle des jeunes dans les préfectures de la Ouaka, de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou, ont été réalisés.

Gestion des armes et munitions

Les Nations unies continuent d'aligner leurs engagements sur les priorités nationales en termes de gestion des armes et munitions. Un soutien a été apporté à la COMNAT-ALPC dans la planification stratégique et la hiérarchisation de ses objectifs sur la base du Plan d'action national. Courant 2020, la promulgation de la loi sur le régime général des armes et des munitions dans le pays a été approuvée. Le renforcement des capacités en gestion des armes et des munitions se poursuit et 48 membres des forces de défense et de sécurité nationales supplémentaires ont été formés. Les Nations unies ont construit et remis à l'Autorité nationale un dépôt régional de munitions à Bouar à travers le financement de l'UE.

Programme national de DDRR (PNDDRR) et la réduction de la violence communautaire

Le processus démobilisation, désarmement, réintégration et réinsertion a pris un élan encourageant en 2020. Dans l'ouest et le nord-ouest, en 2020, 1 211 combattants, dont 63 femmes,

”

Témoignage d'une survivante de violence sexuelle du village de Koumboli á Zémio

«J'ai seize ans et j'ai été violée par un éleveur peulh en 2020 au moment où j'allais récupérer le manioc au séchoir traditionnel proche d'une rivière á environ 4 kilomètres du village. L'éleveur m'avait aperçue et a demandé si j'étais accompagnée et j'avais voulu savoir pourquoi il me posait cette question. Après il m'a demandé de tout laisser et de le suivre dans la brousse et j'avais refusé. Il a pris son bâton, appelé communément « saoro » m'a frappée et je suis tombée par terre. C'est ainsi qu'il a abusé de moi et j'ai commencé á saigner puis que j'étais vierge. Après l'acte, il s'est réfugié dans la brousse. Au retour á la maison, j'avais expliqué á mes parents et ils m'ont amenée á l'Hôpital. Arrivée á l'Hôpital, j'ai été prise en charge sur le plan médical (examens biologiques, soins) psychologique et juridique et j'ai bénéficié d'un appui financier d'un montant de 59 000 FCFA (environ 100 dollars US) qui m'a permis de faire le petit commerce (achat et vente d'arachide.)»



Asnath Konaté, Associée aux opérations - Explosive Ordnance Disposal (EOD), la première femme civile centrafricaine EOD dans le pays. Photo: UNMAS

ont été désarmés et démobilisés contre 236 en 2019. De plus, 613 ex-combattants démobilisés ont été réintégrés socio-économiquement contre 76 en 2019. Cependant, malgré des progrès significatifs, le manque d'engagement véritable des chefs de groupes armés dans le processus de DDRR reste un défi pour une mise en œuvre réussie du programme. En outre, la conduite du processus de désarmement et de démobilisation des éléments des groupes armés de manière fragmentée, en raison de la résistance des chefs des groupes armés à fournir des listes exhaustives de leurs combattants, est assez coûteuse et retarde la réalisation de la dissolution complète des groupes armés.

Les Nations unies apportent un soutien important pour la réduction de la violence communautaire

(CVR) et la stabilisation efficace des conflits intercommunautaires. En 2020, 2,301 combattants non éligibles au PNDDR, membres vulnérables de la communauté, dont 928 femmes, ainsi que les jeunes enclins à la violence, ont bénéficié des formations professionnelles, des kits de démarrage d'activités génératrices de revenus, et une sensibilisation à la coexistence pacifique en soutien aux mécanismes locaux de résolution des conflits.

Les élections

La vaste campagne d'éducation civique a porté ses fruits. Le niveau de participation des femmes aux élections a été maintenu à un niveau proche de celui des élections de 2015/16. Des débats éducatifs et campagnes de proximité (porte à porte) ont été organisés pour assurer la participation des électrices. 850 volontaires communautaires ont été déployés et 2 200 000 personnes ont été touchées au terme d'activités d'éducation civique. Plus de 637 femmes potentielles candidates ont bénéficié du programme de formation et de coaching parmi lesquelles une a été candidate à l'élection présidentielle et plus d'une centaine aux élections législatives. Les agents électoraux ont également bénéficié d'une formation sur le VIH en prélude à leur déploiement pour les élections présidentielle et législatives.

BIEN-ÊTRE & ÉQUITÉ

i. L'utilisation des services sociaux de base de façon durable en particulier la santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau et assainissement selon les normes de qualité.

Protection sociale, y compris de l'enfant

L'enregistrement des personnes aux services d'état-civil et la régularisation des enregistrements des naissances de 22 770 enfants leur a permis d'être considéré comme membres de la société et de jouir de droits fondamentaux tels que l'accès à l'éducation, aux soins de santé, la protection. Grâce à une intervention pilote soutenue par les Nations unies, les travailleurs sociaux des 22 services du Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, et de quatre préfectures sont désormais



Réponse au COVID-19

Dans le cadre du renforcement des capacités des institutions nationales et pour assurer la continuité des services publics dans le contexte de COVID-19, 39 ministères ont été dotés d'équipements de pointe et d'outils indispensables à la continuité des services au sommet de l'État. Plus de 200 équipements informatiques ont été livrés pour faciliter le télétravail et la connexion à distance et près de 300 fonctionnaires ont été formés à l'utilisation de ces équipements.

en mesure d'appliquer le processus de gestion des cas auprès des enfants et des familles vulnérables, y compris des enfants touchés par la COVID-19. Ces efforts ont permis d'identifier et de soutenir 17 635 enfants (9 347 garçons et 8 288 filles) à risque ou victimes de violence. En outre, 22% des réfugiés ont été couverts par les programmes de protection sociale en 2020.

Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance a finalisé son plan de réponse prenant en compte les violences basées sur le genre (VBG) et les abus et exploitations sexuelles (AES) avec l'appui de l'équipe pays. Ainsi, 46 travailleurs sociaux ont été formés sur le processus de gestion des cas et à l'utilisation d'outils standardisés. Les mécanismes existants de prévention et de prise en charge des VBG ont également été renforcés par la mise à disposition de matériels et de directives. Enfin, 22 services sociaux des préfectures de Bangui, Ouham, Nana-Mambéré et Mbomou ont bénéficié de ressources financières et techniques pour apporter une assistance directe aux enfants victimes de violence.

Offre éducative: acquis et innovation

La fermeture des écoles, à partir du 27 mars à mi-juillet 2020, à la suite de la pandémie de la COVID-19 a eu un impact considérable sur les 1,4 million d'élèves des 3 679 établissements scolaires. Les Nations unies ont apporté un appui institutionnel en développant un plan de riposte validé par le gouvernement. L'enseignement à distance, notamment par la radio, a été dispensé, ce qui a permis de maintenir l'offre d'éducation. L'appui en WASH notamment par la mise en place de dispositifs de lavage de main et de distanciation a permis la tenue des examens dans certaines écoles.

Santé et renforcement des capacités des districts sanitaires.

Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de vaccination avec la couverture par le Penta3 ; de 54 % en 2017 à 73 % en 2018 puis 80% en 2020. De plus, 82% des enfants ont été vaccinés contre la rougeole en plus des enfants déplacés et réfugiés (100%) en 2020 et 71% des enfants de 6-11 mois ont reçu des vaccins contre les maladies ciblées du PEV en routine.

En termes de lutte contre la malnutrition, 24 754 enfants (11 882 garçons et 12 872 filles) souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été admis dans 520 points de service du programme thérapeutique ambulatoire et 47 centres de soins, cela représente 50% du nombre estimé de cas au niveau national. La qualité des programmes de traitement MAS est supérieure aux normes sphères minimales. Une campagne a permis de supplémenter 70,7% des

Vaccination contre la polio, OMS Centrafrique œuvre aux côtés du Ministère de la Santé et de la Population pour l'éradication de la polio en RCA. Photo: OMS / Joseph Afanyagbe





Le 16 août 2018 en République centrafricaine, Pierre revient avec son père pour un suivi ambulatoire au Centre de Santé Saint Joseph, à la périphérie de Bangui, où il a été soigné pour malnutrition aiguë sévère. Photo: UNICEF

enfants de 6 à 59 mois en vitamine A et de déparasiter 67% des enfants de 12 à 59 mois. L'équipe pays a élargi son soutien au programme de nutrition afin de fournir des services intégrés de nutrition communautaires dans 14 districts sanitaires. De plus, 3 870 agents de santé communautaires et 756 professionnels de la santé ont été formés pour promouvoir l'allaitement maternel exclusif et d'autres pratiques familiales. Parmi les agents de santé communautaire formés, 52,5% sont déjà actifs dans la promotion de l'ANJE (Alimentation des Nourrissons et des Jeunes Enfants), les visites des ménages, l'organisation des groupes de soutien de l'IYCF et l'identification précoce de la malnutrition aiguë. Ainsi, plus de 137 500 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié de conseils sur ANJE dans 567 centres de santé et dans les communautés - villages et sites de personnes déplacées. De plus, 91% des

réfugiés atteints des cas de malnutrition aiguë sévère ont été guéris. Dans les 17 districts sanitaires soutenus par UNICEF, 58% des femmes enceintes ont effectué leur première consultation prénatale (CPN) et 45% ont effectué quatre CPN.

Les besoins sur les sites de déplacés en raison des conflits locaux et des inondations ont été adressés, y compris en termes d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, primordiale pour la prévention des maladies. Ainsi, l'équipe pays a fourni l'accès à l'eau à 135 107 personnes et des installations sanitaires de base pour 39 201 personnes dans des situations humanitaires. Dans le cadre du nexus, 156 500 personnes supplémentaires vivant dans des zones relativement stables ont eu accès à l'eau potable grâce à la construction de forages mécanisés et manuels, et d'un réseau d'eau.



Les projets à impact rapide

Les Nations unies se sont fortement mobilisées pour appuyer les autorités préfectorales, sous-préfectorales et municipales ainsi que le Ministère de la Santé et de la Population et l'OMS pour lutter contre la COVID-19 notamment par la mise en œuvre de QIPs. Dans la Haute Kotto, sur l'axe Ippy, Ira banda et Ouadda, à la demande de femmes, le bureau de terrain de la MINUSCA de Bria a appuyé le District Sanitaire et l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Bria dans la réalisation de QIPs. Cela s'est matérialisé par la construction et l'équipement du centre de santé de Kolaga et l'équipement du centre de santé de Ngoubi. De plus, le commissariat de Police de Bria, le poste des FACA et la Préfecture de la Haute Kotto ont été équipés de trois forages à motricité humaine donnant ainsi l'accès à l'eau potable aux populations des quartiers voisins mais aussi servant ainsi de cadre pour sensibiliser les populations environnantes sur le respect des geste barrières.

Un nouveau Plan Stratégique National de Lutte Contre le Sida 2021-2025 a été élaboré en collaboration avec l'Equipe Conjointe des Nations unies sur le VIH (JUNTA). Ce plan a permis au pays de bénéficier d'un important financement du Fonds Mondial pour les trois prochaines années à hauteur 68 046 892 Euros soit un accroissement de 250 % par rapport à la subvention précédente. En outre, l'Assemblée Générale du Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS) a été organisée en novembre 2021 après plus de cinq ans, sous la présence effective du chef de l'Etat.

Un document de politique de santé communautaire a été élaboré et validé en 2020. Il doit être opérationnalisé par la Direction de la Santé Communautaire du Ministère de la Santé.

Renforcement de la prévention et de contrôle des infections.

La prévention et le contrôle des infections (PCI) a été renforcée en termes de capacité du personnel de santé et avec la distribution de 353,85 tonnes de matériels (gants, sur blouses, écrans, masques et autres). En effet, 680 prestataires ont été formés dans 13 districts prioritaires. La supervision formative s'est réalisée de façon permanente dans 41 structures de santé principales. Au niveau communautaire, grâce aux dispositifs de lavage des mains, des centaines de kits sont distribués ainsi que la sensibilisation de plus de

milliers de personnes dans les districts prioritaires, la PCI communautaire a connu un élan sans précédent en RCA.

Les interventions en eau, assainissement et hygiène ont été ajustées à la pandémie de la COVID-19 pour soutenir l'accès aux fournitures et services essentiels et prévenir et contrôler la propagation du virus. Les activités de promotion de l'hygiène et du lavage des mains ont touché plus d'un million de personnes (1 002 375 personnes), et 617 écoles (couvrant environ 185 000 élèves) et 142 centres de santé ont eu accès à des installations avec du savon pour promouvoir et adopter la pratique du lavage des mains.

Dans les 17 districts des quatre régions sanitaires appuyés par la JUNTA, 72% des structures de soins sont fonctionnelles et ont maintenu les prestations des soins prénatals intégrant la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. 80% des femmes enceintes ont réalisé le test de dépistage VIH et 100% de celles diagnostiquées VIH positif ont été mises sous ARV.

30 sites de prise en charge de la tuberculose et du VIH ont reçu des dotations en matériels nécessaires pour l'acheminement des échantillons biologiques composés de ; i) Boîtes de transport étanches ; ii) Flacons avec des calages absorbant ; iii) Sacoche de transport isotherme souple ; et iv) Accumulateurs de froid.



Réponse sanitaire au COVID-19

Dès l'annonce de la pandémie, le système des NU à travers l'OMS a renforcé les capacités du Ministère de la Santé par la mise en place d'un premier centre de prise en charge de 14 lits et la formation de son personnel dont 47 hauts fonctionnaires sur la gestion des incidents de santé publique, 18 agents sur la prise en charge à domicile des cas, 50 laborantins et cliniciens sur la surveillance, 80 membres des équipes de suivi des contacts et 108 prestataires de soins sur la PCI et la fourniture des réactifs pour la PCR, 185 agents de la protection civile pour la mise en œuvre du paquet d'intervention de la surveillance à base communautaire dans les districts les plus touchés de Bangui, plus de 383 tonnes d'EPI et de 120 concentrateurs d'oxygène de manière à munir d'au moins un concentrateur tous les principaux centres hospitaliers du pays. Le ministère a aussi bénéficié d'une importante assistance technique en épidémiologie pour la mise en place de la coordination de la riposte et la production des documents techniques d'orientation et de directives. De plus, 23 coordinateurs / chefs de programmes santé des ONG ont également été formés. Il faut aussi noter l'appui aux investigations des cas confirmés et aux activités de communication et d'engagement communautaire dans trois districts sanitaires. Par ailleurs, l'expérience de mobilisation communautaire des acteurs de la réponse au VIH a été fort utile à la réponse à la COVID-19 en RCA. Une Plateforme des Organisations de la Société Civile contre la COVID-19 qui a obtenu un financement du Fonds Mondial pour mener des activités de sensibilisation et de prévention sur le VIH et la COVID-19 dans les communautés.

ii. Appui en matière de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

L'équipe pays a préconisé la création d'un Comité national pour la sécurité alimentaire et la nutrition sous

la direction du Premier ministre. L'élaboration d'un plan stratégique multisectoriel pour la nutrition a été reportée à 2021 en raison de la COVID-19.

En 2020, les efforts de lutte contre la faim en réponse aux besoins alimentaires de 1,3 million de personnes



La vie reprend peu à peu à Bangassou. Mais l'inquiétude et la méfiance de la population demeure face à la présence des groupe armés repliés en périphérie de la ville.
Photo : UN/MINUSCA – Leonel Grothe

vulnérables touchées par les conflits se sont poursuivies. Plus de 30,9 millions de tonnes de nourriture ont été distribuées et 15,5 millions de dollars ont été décaissés par le biais d'une assistance en espèces. Ainsi, 361 399 personnes ont bénéficié des transferts monétaires en 2020, soit 72 280 ménages. Pour faire face à la situation d'insécurité alimentaire exacerbée par la pandémie de COVID-19, les opérations ont été adaptées afin de donner la priorité aux activités de sauvetage et de fournir l'aide alimentaire et nutritionnelle immédiate.

Promotion de l'égalité de sexe et ne laisser personne en arrière

Les femmes ont été autonomisées sur le plan économique grâce à l'inclusion de détaillantes dans les programmes de transferts monétaires et la création d'une aide alimentaire pour les actifs (FFA). Les petites exploitantes agricoles ont aussi été reliées aux chaînes de valeur alimentaires locales et favorisent l'éducation de plus de 215 000 enfants, dont 67 500 filles, grâce à l'alimentation scolaire.

D'un autre côté, l'Equipe Conjointe des Nations Unies sur le VIH/Sida (JUNTA) a fait une large dissémination des documents stratégiques sur la violence basée sur le genre contribuant à un changement structurel dans la prise en charge des cas des VBG.

RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

i. Contribution des institutions politiques et administratives et des organisations de la société civile à la résilience des communautés urbaines et rurales aux crises et au changement climatique

Les efforts en matière de réduction de la pauvreté se sont heurtés à la crise sanitaire de 2020 qui a négativement impacté les conditions de vie de la population. Ainsi, le taux de pauvreté est passé de 71%

en 2019 à 72,50% en 2020 contre un niveau attendu de 62,30%.

Renforcement de la résilience des communautés

Ce sont 39 300 ménages (environ 200 000 personnes) sur un total de 95 000 ménages prévus, soit 41,3% de ménages pratiquant les cultures vivrières qui ont pu améliorer leur vie et ensemer 0,50 hectares de cultures pour un rendement moyen de 800 kg/ha de produits vivriers, grâce au soutien de l'équipe pays, à travers les distributions directes des intrants et à l'organisation des foires dans 14 préfectures de la RCA.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, des transferts monétaires facilitant la résilience en lien avec la protection sociale ont été distribués à près de 10 000 bénéficiaires additionnels.

De plus, 12 848 ménages (64 240 personnes) maraîchers sur un objectif de 35 000 ménages vulnérables ciblés en 2020 ont pu être soutenus à Bangui et ses environs (8 589 ménages), Bria (2 059 ménages), Bambari (700 ménages), Béréngou (500 ménages), Sibut (300 ménages) et Bossangoa (300 ménages). Chaque maraîcher a pu obtenir en moyenne 300 kg de légumes, dont 20% consacré à l'autoconsommation de ménage et le reste (80%) vendu pour un revenu moyen de 125 000 FCFA (250 dollars) par cycle de production sur un total de deux à trois cycles.



Réponse au COVID-19

Dans un contexte de ralentissement économique dramatique, d'augmentation du chômage, de hausse des prix des denrées alimentaires, de menaces sur l'approvisionnement et d'accès à la nourriture, les transferts monétaires ont été utilisés pour atténuer la pression et les effets socio-économiques de la COVID-19 sur les familles dans les zones urbaines.

En outre, pour tirer parti des programmes de résilience et de subsistance qui ont été considérablement réduits par l'insécurité et l'effet supplémentaire de la COVID-19, l'équipe pays a mis en œuvre des activités non communautaires telles que la production de masques faciaux et la fabrication de savons contribuant à maintenir les actifs productifs.

Huit Petites et Moyennes Entreprises (PME) ont bénéficié de formations sur l'entrepreneuriat et les mesures fiscales incitatives en vue de protéger les emplois dans les PME des secteurs formel et informel. Des représentants de 10 ONGs ont reçu une formation du Bureau Régional de ONU Femmes sur la fabrication de gels hydroalcooliques et de savons antiseptiques. Sept cent cinquante (750) femmes issues de 90 associations et groupements des localités de Bangui, Bimbo et Begoua ont reçu des kits de fabrication de savon antiseptique.

Changement climatique et résilience

Pour faire face aux effets du changement climatique, les capacités des femmes pour une agriculture résiliente ont été renforcées. Cela a ainsi permis aux bénéficiaires d'adapter leurs techniques de cultures à leur environnement et d'accéder à des titres fonciers. Environ 1 000 cheffes de ménages (500 à Bambari dans la Ouaka et 500 à Béréngo dans la Lobaye) ont bénéficié de kits agricoles pour ensemençer 200 ha sécurisés.

Pour contribuer à une gestion et une adaptation des catastrophes naturelles, la stratégie nationale de la sécheresse a été élaborée par l'université de Bangui sous la tutelle du gouvernement et les notes conceptuelles pour des interventions précises ont été élaborées.

ii. Mise en œuvre des politiques, programmes et réformes axés sur la croissance économique inclusive (bonne gouvernance économique, relèvement et la création d'emplois) et la gestion transparente, éthique et durable des ressources naturelles

Création d'emplois

Pour faire face à l'impact socioéconomique de la COVID-19, 1 300 emplois ont été créés pour les jeunes dont 45% pour des femmes. Ainsi, les jeunes sont parvenus à créer leurs propres entreprises et à rendre durables leurs activités.

Dans le secteur agricole, environ 251 bénéficiaires (dont 192 femmes) ont été formés et maîtrisent aujourd'hui les techniques de transformation des produits agricoles et des sous-produits, notamment la fabrication des savons lesquels approvisionnent les marchés environnants. De plus, 320 bénéficiaires ont été formés à l'esprit d'entrepreneuriat et à l'organisation communautaire.

Le gouvernement, en collaboration avec l'équipe pays, a mis en œuvre une stratégie nationale sur la foresterie participative validée en décembre 2020 permettant aux populations d'acquérir des terres et de développer le secteur.

Restauration des forêts et paysages dégradés

Dans le domaine de l'exploitation forestière, le pays s'est doté d'un centre de contrôle pour s'approprier toutes les statistiques sur le bois exporté, le contrôle de l'abattage et la commercialisation conduisant à une bonne gestion de la base de données (données d'exportation) et son appropriation par la partie nationale.

Accès aux infrastructures

Les capacités nationales ont été renforcées en gestion stratégique de l'environnement. En effet, l'équipe pays appuie le gouvernement dans sa politique énergétique décentralisée qui vise à favoriser l'accès des populations des zones rurales à l'électricité au moyen des microcentrales électriques.

Gestion des ressources naturelles

Pour assurer une bonne gestion des sites d'exploitation des ressources naturelles à travers les mesures coercitives, des unités spéciales anti-fraude du secteur minier ont été appuyées par les Nations unies. Les capacités opérationnelles des FSI et de moyens de mobilité leur permettant d'effectuer des missions, ont été renforcées. Ce renforcement a contribué à l'amélioration du niveau des recettes fiscales du fait de la réduction de la fraude minière et a ainsi profité aux communautés locales.

Le nouveau code minier de la RCA prévoit la dotation des entités territoriales locales d'une partie des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles, ce qui laisse présager une avancée significative en termes de politiques sociales.

D'un autre côté, la réhabilitation des bâtiments des unités des Forces de Sécurité Intérieures (y compris les Unités Spéciales Anti-Fraude, USAF) offrent des opportunités de THIMO (Travaux à haute intensité de main d'œuvre) à la population locale, y compris les femmes et les jeunes.

Dans un contexte de ralentissement économique dramatique, d'augmentation du chômage, de hausse des prix des denrées alimentaires, de menaces sur l'approvisionnement et d'accès à la nourriture, l'aide en espèces a été utilisée pour atténuer la pression et les effets socio-économiques de la COVID-19 sur les familles dans les zones urbaines. En outre, pour tirer parti des programmes de résilience et de subsistance qui ont été considérablement réduits par l'insécurité et l'effet supplémentaire de la COVID-19, l'équipe pays a mis en œuvre des activités non communautaires telles que la production de masques faciaux et la fabrication de savons contribuant à maintenir les actifs productifs.

SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

L'équipe pays des Nations unies a apporté un soutien important à la coordination de l'aide en mettant l'accent sur la gestion de l'information, l'amélioration des rapports sur les résultats et la communication. Cet appui s'est fait dans le cadre du Comité Directeur Conjoint (CDC) du RCPCA, organe de concertation et des décisions stratégiques relatives au suivi de la mise en œuvre du RCPCA. Cet organe qui réunit la partie nationale et les partenaires techniques et financiers a bénéficié des orientations stratégiques des Nations unies en 2020 dans le cadre de sa co-présidence, notamment par l'entremise de sa Coordinatrice résidente, Mme Denise Brown. C'est dans ce cadre que l'équipe pays, en étroite collaboration avec la Banque mondiale, a soutenu le Secrétariat permanent du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix dans le développement et le lancement de l'application Kobo Toolbox afin de renforcer la communication autour des avancées et résultats physiques entre partenaires techniques et financiers.

Pour la première fois, un rapport annuel complet sur les investissements dans le développement, axé sur la communication des résultats et leur analyse, a été publié en 2020.

L'année 2020 a vu la résurgence de conflits violents dans certaines régions de l'intérieur, notamment à Birao, Ndele, Kaga Bandoro, entre autres. Sous le leadership du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC) et de la Primature ainsi que la Coordonnatrice résidente/Coordonnatrice humanitaire, l'approche rassemble tous les partenaires, y compris l'ONU, l'UE, l'AFD, etc. L'initiative associe l'action humanitaire, la programmation axée sur le relèvement et le dialogue politique local afin de répondre aux besoins immédiats et de promouvoir la paix et la stabilité. À Birao, dans la Vakaga et à PK5 à Bangui, de nombreuses initiatives ont été mises en place, dont la création d'emplois pour les jeunes, des initiatives de cohésion sociale, l'agriculture/l'élevage, la reconstruction des infrastructures et des services sociaux de base, des infrastructures à grande échelle, etc. Dans cet esprit, le bureau du Premier ministre a lancé une initiative similaire pour Ndele après la signature récente d'un accord de paix local en novembre. Le dialogue entre les parties prenantes locales est au cœur de ces initiatives, car ces projets ne peuvent être mis en œuvre que si les conditions sur le terrain le permettent.

Avec environ 641 000 Centrafricains déplacés à l'intérieur du pays (HNO 2020) et 623 909 réfugiés dans les pays voisins (Rapport SG de l'ONU octobre 2020), la favorisation de conditions adéquates pour des retours durables est une priorité et l'une des initiatives nexus les plus critiques. Sous la direction du gouvernement et de l'ONU, les partenaires financiers et techniques, y compris les entités de l'ONU, le gouvernement, les ONG et les donateurs, collaborent à l'établissement des conditions de retour. Sur la base de critères multidimensionnels communément acceptés, deux "zones de convergence", ou zones d'intervention prioritaires, Ouham-Pende et Ouham et Basse Kotto, ont été identifiées comme des zones où tous les acteurs devraient concentrer leurs efforts. Ils se concentrent sur la mise en place de services de santé, au développement de moyens de subsistance en passant par la promotion de l'agriculture, afin de créer les conditions de base pour des retours durables. Cette approche a été validée lors d'une conférence technique sur les solutions durables organisée à Bangui en décembre 2019. Une conférence de suivi de haut niveau sur les solutions durables devait se tenir en mars 2020, mais a dû être reportée en raison de la COVID-19. Il est espéré que cette conférence pourra se tenir au cours du premier semestre de 2021.

L'équipe pays travaille en étroite collaboration avec la Banque mondiale

La Banque mondiale a présenté son Cadre de Partenariat Pays (CPF) pour la période fiscale

2021-2025. La Banque mondiale et l'ONU ont convenu que le partenariat s'est considérablement amélioré au fil des ans, en particulier depuis le début de la pandémie de COVID-19. Ce partenariat renouvelé doit se poursuivre et s'améliorer, notamment pour ce qui est de la base factuelle commune pour la programmation grâce à des analyses et des données conjointes. En outre, les évaluations et la planification conjointes entre les Nations unies et la Banque mondiale contribueront à une plus grande cohérence entre les plans stratégiques existants, à savoir le cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable, le Plan de Réponse Humanitaire et le CPF de la Banque mondiale.

De même, l'équipe pays s'est associée à la Banque mondiale et au gouvernement pour produire le bulletin sur les prix des produits alimentaires de base. Avec d'autres rapports et études, ces produits analytiques ont permis d'identifier les populations les plus touchées par la COVID-19 ainsi que les populations marginalisées telles que les autochtones,



Photo: PNUD

les femmes, les personnes handicapées, etc. Ces sources de données doivent être considérées comme complémentaires aux données et analyses humanitaires également produites par les agences des Nations unies, qui contribuent à l'identification des plus vulnérables.

La coopération économique régionale se fait par le biais de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) dans le cadre du Programme économique régional (PER), de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), de la CEEAC et avec le soutien constant du bureau régional de la CEA à Yaoundé.

RÉSULTATS DE L'INITIATIVE "TRAVAILLER PLUS ET MIEUX ENSEMBLE" DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

La réforme de l'ONU s'est surtout traduite en RCA par le renforcement du rôle du Coordonnateur résident et la création d'un Bureau du Coordonnateur résident doté de tous les effectifs en 2020.

En RCA, l'ONU a profité de l'UNDAF+2018-2021 et de son plan de travail conjoint pour renforcer la collaboration avec la mission de maintien de la paix en RCA, la MINUSCA, et pour offrir un espace de dialogue

continu sur le développement avec le gouvernement. Ainsi, l'UNDAF+ sert de plateforme de programmation conjointe pour les Nations unies en RCA. En 2020, l'équipe pays des Nations unies a élargi son portefeuille de programmes conjoints portant sur les composantes essentielles du lien avec le PDH. Il s'agit notamment de programmes axés sur les solutions durables, le trafic illicite et la transhumance, ainsi que sur la santé mentale et le genre grâce à la création de salles de situation dans tout le pays.

Le Bureau du Coordonnateur résident a conduit à un examen complet de l'architecture de coordination de l'ONU en 2020 afin de s'assurer qu'elle était adaptée aux besoins. Les mécanismes de coordination, tels que l'équipe de gestion des programmes et le groupe de travail sur le suivi et l'évaluation à l'échelle de l'ONU, ont été revitalisés, et des outils clés, notamment l'outil de gestion et d'analyse des informations sur les programmes de l'ONU, UNINFO, ont été mis en œuvre. Ces acquis seront consolidés en 2021 par l'élaboration de l'analyse commune par pays. En conséquence, l'équipe pays des Nations unies a dynamisé ses efforts en matière de planification, de développement et de communication des résultats à l'échelle du système et a ainsi élaboré un récit et un programme communs solidement ancrés dans les faits

Pour mieux soutenir la mise en œuvre des ODD et s'assurer que personne n'est laissée pour compte, deux nouveaux groupes de travail techniques ont été créés en 2020 afin de faciliter l'identification des personnes les plus vulnérables et de s'attaquer aux causes profondes de cette vulnérabilité ; le groupe de travail sur la protection sociale (SPWG) et le groupe de travail des économistes (EWG). Ces deux groupes visent à inclure le gouvernement et les partenaires concernés, notamment la Banque mondiale. Le SPWG vise à promouvoir une approche harmonisée des filets de sécurité sociale et à consolider et finaliser le projet de stratégie de protection sociale proposé par l'équipe pays des Nations unies en 2019.

Sous la direction de la Coordinatrice résidente, l'équipe pays des Nations unies et, le cas échéant, la MINUSCA, ont agi de concert, en s'appuyant sur leur expertise complémentaire pour fournir les conseils politiques intégrés et multisectoriels nécessaires.

En se concentrant sur le relèvement et la réconciliation, l'UNDAF+ s'est avéré être un outil qui a permis de maintenir l'accent sur le développement et de contrer le déraillement de la mise en œuvre du RCPCA, qui aurait fait reculer les progrès vers une paix et un développement durable. L'équipe pays a soutenu l'objectif collectif de contribuer à l'accélération du relèvement et de la consolidation de la paix en consolidant les dividendes de la paix aux niveaux national et communautaire dans les "points chauds" ainsi qu'en augmentant la résilience aux chocs malgré les défis de la COVID-19.



Photo: PNUD

Les efforts de l'ONU pour maintenir l'espace de développement et fournir un soutien politique intégré ont entraîné un regain d'intérêt pour les filets de sécurité sociale et la protection sociale, l'une des pièces les plus critiques dans le renforcement de la résilience en RCA. Suite au plaidoyer conjoint de l'ONU et de la Banque mondiale, le gouvernement a initié un dialogue interne sur la coordination des efforts de protection sociale ainsi que des mesures incluant, pour la première fois, le secteur informel qui représente 90% de la force de travail.

La réponse des Nations unies/globale à la COVID-19, et la nécessité d'adapter non seulement la programmation mais aussi la manière dont elle est mise en œuvre, a créé un espace supplémentaire pour renforcer la relation entre les acteurs des Nations unies et tous les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile. Le plan de réponse socio-économique et de relèvement des Nations unies pour la COVID-19, un sous-ensemble de l'UNDAF+, a permis au système des Nations unies en RCA d'articuler conjointement son soutien pour faire face à l'impact socio-économique et pour mieux reconstruire.

Le partenariat entre les Nations unies et la Banque mondiale, s'est élargi mais a également fait un meilleur usage de l'expertise et du potentiel des entités traditionnelles et nouvelles non onusiennes, telles que la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, l'UNESCO et l'OIT. Ces collaborations ont permis une approche plus multidimensionnelle favorisant un engagement accru du système des Nations unies avec le gouvernement dans des domaines clés qui étaient auparavant le domaine de quelques agences seulement.

Conformément à l'objectif de l'ONU de soutenir les outils analytiques pour informer la programmation visant à "ne laisser personne de côté", l'amélioration de la base de données probantes pour les programmes de l'ONU en RCA a été au centre des préoccupations en 2020. L'Enquête sur les grappes à indicateurs multiples (MICS6-RCA 2018-2019) a été finalisée et s'est démarquée par la forte appropriation nationale. Elle met à la disposition des décideurs des données actualisées et complètes sur la situation des enfants et des femmes en RCA pour la première fois depuis 2010.

L'évaluation conjointe sur l'impact socio-économique de la COVID-19, les analyses conjointes sur les élections et les facteurs de consolidation de la paix au niveau local et national, ont aidé l'ONU et ses partenaires à identifier les opportunités pour la sortie de crise et la résilience.

Agenda pour l'efficacité

A travers l'OMT, présidé par l'équipe pays, un projet one UN s'est concrétisé, fournissant une connectivité internet plus rapide et plus fiable aux agences (technologie O3b).

Communication

L'année 2020 est marquée au plan global par la commémoration du 75ème anniversaire de l'Organisation des Nations unies (ONU75). En République centrafricaine, les agences des Nations unies ont sensibilisé sur les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD). En collaboration avec la Banque mondiale et le Gouvernement centrafricain, une grande table-ronde radio-télévisée a permis de mettre autour de la table populations (femmes, jeunes, personnes vivant avec handicaps, minorités etc.), gouvernants et partenaires. Grâce à ces échanges et au plaidoyer fait par les personnes ayant des troubles de l'audition et de la parole quant à l'accès à l'information, le ministère de la Communication et des Médias a recruté un interprète pour sourds muets qui participe à la présentation des informations sur la Télévision Nationale. La commémoration s'est soldée par une grande exposition de photos qui a permis aux populations de Bangui mais surtout des provinces d'exprimer grâce aux photos leurs perceptions et leurs aspirations pour le futur.

Un appui significatif a été également apporté au Secrétariat permanent du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix notamment pour assurer sa visibilité et le présenter comme la seule structure nationale de coordination en matière d'aide. Les Nations unies ont travaillé à la tenue d'une grande conférence de presse animée par le ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération et le ministère de la Communication et des Médias. La rencontre a permis de faire le point sur les dividendes de paix.

Corrélativement, le Groupe de communication des Nations unies a appuyé le Ministère de la Santé et de la Population dans la riposte contre la pandémie de COVID-19. Réunissant tous les experts et spécialistes en communication des agences des Nations unies, le groupe s'est entièrement mis à la disposition du Ministère de la santé. Ils l'appuient entre autres dans la lutte contre les « fake news » sur les réseaux sociaux, l'élaboration des messages de sensibilisation, la confection des affiches et matériels de sensibilisation. Faisant partie intégrante de la Sous-commission communication et engagement communautaire, le GCNU a contribué à l'élaboration d'une stratégie nationale de communication assortie d'un plan national de communication. Plus spécifiquement, il a donné un appui technique et financier à la tenue des conférences de presse régulières du ministère de la Santé et de la Population et la signature du Code de bonne conduite sur la couverture médiatique dans le contexte de la COVID-19 et des autres crises de santé publique en RCA. Grâce à cet espace d'échanges que les Nations unies ont contribué à créer, les journalistes ont pu avoir accès aux bonnes sources d'informations et les experts du ministère ont été sensibilisés sur leur disponibilité dans leur réponse aux questions des journalistes. Cette pratique a sensiblement favorisé l'accès à l'information et à la lutte contre la désinformation.



Les signes d'un retour progressif de la paix en RCA apparaissent après plusieurs années de crise et la signature de l'APPR en 2019, le bitumage des premiers kilomètres de route à Bambari en est la preuve. Photo: UN / Victor Kimbi

EXAMEN ET LEÇONS APPRIS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+ EN 2020

Déjà fragilisée par une crise humanitaire qui touche la moitié de la population, la République centrafricaine, à l'instar des autres pays du monde, a eu à affronter la pandémie de la COVID-19. L'émergence de ce risque a bousculé les plans et contraint l'ensemble des acteurs, Gouvernement et Système des Nations unies, à ajuster leurs interventions pour apporter une réponse à la crise. Toutefois, et en dépit des contraintes, des avancées significatives ont été enregistrées dans tous les domaines, et des leçons peuvent être tirées de l'exercice 2020.

- **L'adaptabilité :** En dépit des difficultés à organiser une riposte nationale solide contre un virus dont on savait peu de choses, le Gouvernement et les Nations unies ont démontré leur réactivité avec laquelle il était possible d'agir face à une crise d'ampleur internationale. Toutefois, cette adaptabilité s'est faite au détriment des secteurs productifs, paralysés si ce n'est pas par la COVID-19, par les mesures de restrictions internationales, avec le risque d'enfoncer les communautés dans la crise économique.
- **La nécessité d'avoir un bilan commun de pays :** l'exercice 2020 a démontré la nécessité d'avoir une analyse poussée sur le pays, ses défis, ses fragilités structurelles, permettant ainsi d'aligner la (ou les) réponse(s) sur les dynamiques locales. Le bilan commun du pays est aussi un outil de référence pour établir des données de

bases, critiques pour mesurer efficacement les avancées enregistrées dans le pays. Le CCA impliquera tous les partenaires. Un meilleur aperçu des fragilités structurelles permet un meilleur alignement des priorités. ;

- **Renforcer le transfert de connaissances :** en particulier dans les domaines de la planification stratégique au niveau national et local. En 2020, les Nations unies ont poursuivi leurs efforts dans ce sens, favorisant ce transfert par la mise à disposition d'outils d'analyse. Cela a pour effet immédiat de faciliter l'analyse prospective des pouvoirs publics, aussi bien en matière de développement local, de stabilisation communautaire ou de renforcement des politiques publiques.
- **Mobiliser ensemble, délivrer ensemble :** L'ampleur des défis à adresser en Centrafrique et la réduction de fonds mobilisés devra encourager le Gouvernement et les Nations unies à mobiliser les pays donateurs et les partenaires financiers autour du RCPA.
- **Coordination ou synergie?** : L'amélioration de la coordination des interventions (entre les autorités et les Nations unies et au sein des Nations unies) est un prérequis pour espérer atteindre des résultats probants, la recherche de synergies aussi. Devant la multiplicité des acteurs, nationaux et internationaux, impliqués dans des thématiques transversales, la question devient critique. La mise en place des groupes sectoriels de travail du RCPA qui a connu des retards, devrait aider à résoudre cette question.



- **Créer ou maintenir lien entre le niveau local et national** : le traitement de la transhumance entre la RCA, le Tchad et le Cameroun a démontré l'influence possible des questions locales sur le dialogue institutionnel transfrontalier. Le redémarrage des Comités mixtes entre la RCA et le Tchad en est un excellent exemple et l'approche pourrait être utilisée dans différents domaines pour alimenter les politiques nationales telles que le développement local, les solutions durables ou le redéploiement de l'administration.

FINANCEMENT DES RÉALISATIONS ET MOBILISATION DES RESSOURCES

- **Fonds pour la consolidation de la paix** : La RCA reste l'un des bénéficiaires principaux du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), qui est axé sur les programmes du nexus HDP. Rien qu'en 2020, l'équipe pays des Nations unies a mobilisé 10 millions de dollars du PBF, qui s'ajoutent à près de 33 millions de dollars mobilisés depuis la fin de 2017. Le PBF apporte un soutien essentiel pour surmonter les principaux goulots d'étranglement. Trois projets majeurs ont été approuvés en 2020, pour soutenir les solutions durables ainsi que la résolution des problèmes transfrontaliers, notamment la transhumance et le trafic illicite, la gouvernance locale et l'accès équitable aux dividendes de la paix.
- **Le Fonds européen de développement (FED)** : l'UE a mobilisé 480 millions d'Euros en RCA au

titre du FED sur la période 2017-2020 en appui à la mise en œuvre du RCPCA. L'UE est disposée à poursuivre sa collaboration avec les agences du SNU en RCA dans le cadre du FED, du fait de la vision commune partagée sur la situation du pays. Par ailleurs, l'UE dispose d'une flexibilité en matière de mobilisation des ressources à travers le fonds Bêkou, mis en place en 2015 en appui à la résilience des populations vulnérables et à la reconstruction.

- **Le Fonds fiduciaire Bêkou, a collaboré avec l'équipe pays dans les domaines suivant** : l'éducation, l'eau et assainissement et la nutrition, le Mécanisme de réponse rapide (RRM) l'aide d'urgence pour renforcer la capacité de production alimentaire et la résilience des populations vulnérables touchées par le conflit, et sur la réponse aux urgences nutritionnelles et médicales.
- **Le fonds Ezingo**, fonds multi-partenaires pour la RCA, se focalise sur la restauration de l'Autorité de l'Etat, la réconciliation et le relèvement. Il a bénéficié des contributions de cinq (5) donateurs – USA, Norvège, les Pays-Bas, le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) et la France depuis sa création en 2014. En 2020, la contribution de la Norvège de 1,113,437 USD a été affectée à la réponse à la COVID – 19 pour un montant de 800,160 USD et à l'appui au processus électoral pour un montant de 174,410 USD

- **La Banque mondiale** a également coréalisé une évaluation du relèvement et de consolidation de la paix et joué un rôle clé dans la Conférence internationale des bailleurs de fonds en faveur de la Centrafrique de novembre 2016, qui a permis de mobiliser 2,2 milliards de dollars de promesses de dons, incluant 2 milliards destinés à la reconstruction et 200 millions à l'aide humanitaire.










au cours des derniers mois, même si la situation exhaustive n'a pu être établie. Les financements de certains projets ont été acquis.

Le financement de l'UNDAF+

La situation de financement de l'UNDAF+ 2018-2021 telle que présentée dans le tableau ci-dessus a évolué

Gaps de financement de l'UNDAF+ 2018-2021

Récapitulatif de la mobilisation des ressources et financement des réalisations 2018-2020

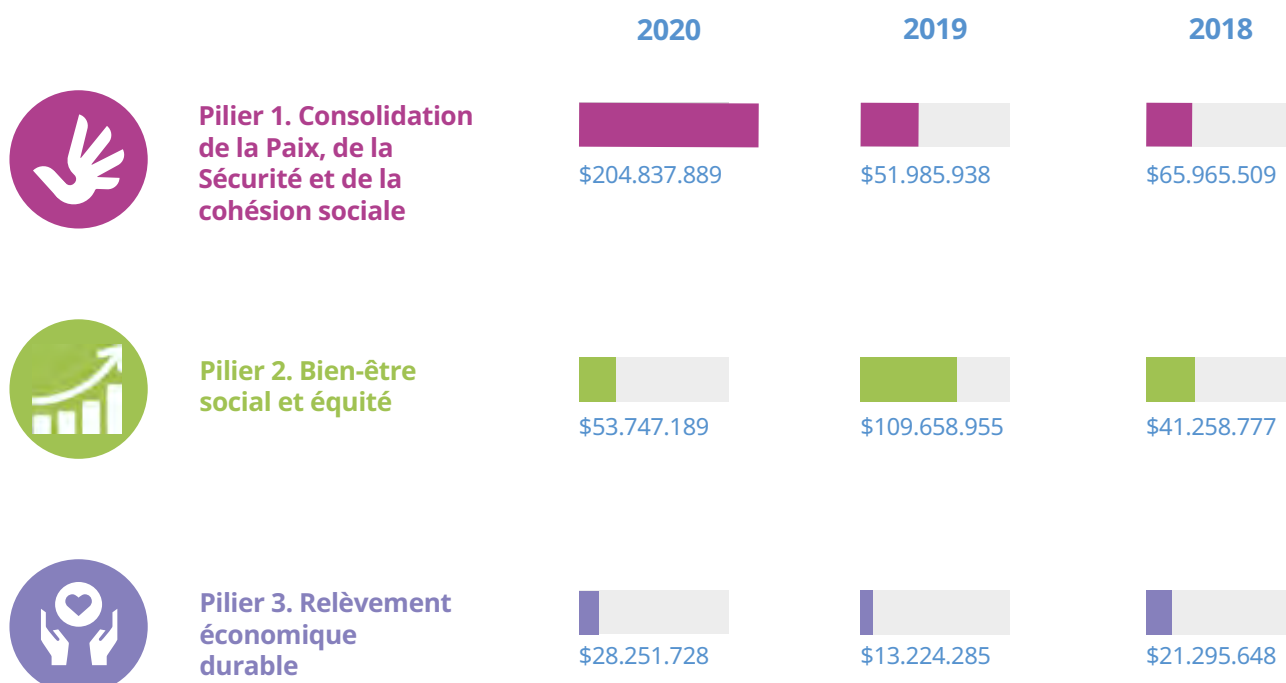
	2020	2019	2018
Fonds planifiés	 \$333.363.130	 \$338.905.819	 \$308.931.217
Fonds disponibles	 \$269.092.063	 \$237.535.955	 \$183.582.978
Fonds dépensés	 \$286.836.807	 \$174.869.180	 \$128.519.934

La situation de financement par pilier de l'UNDAF+ présente la majorité de fonds destinée au pilier 1 sur la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale.

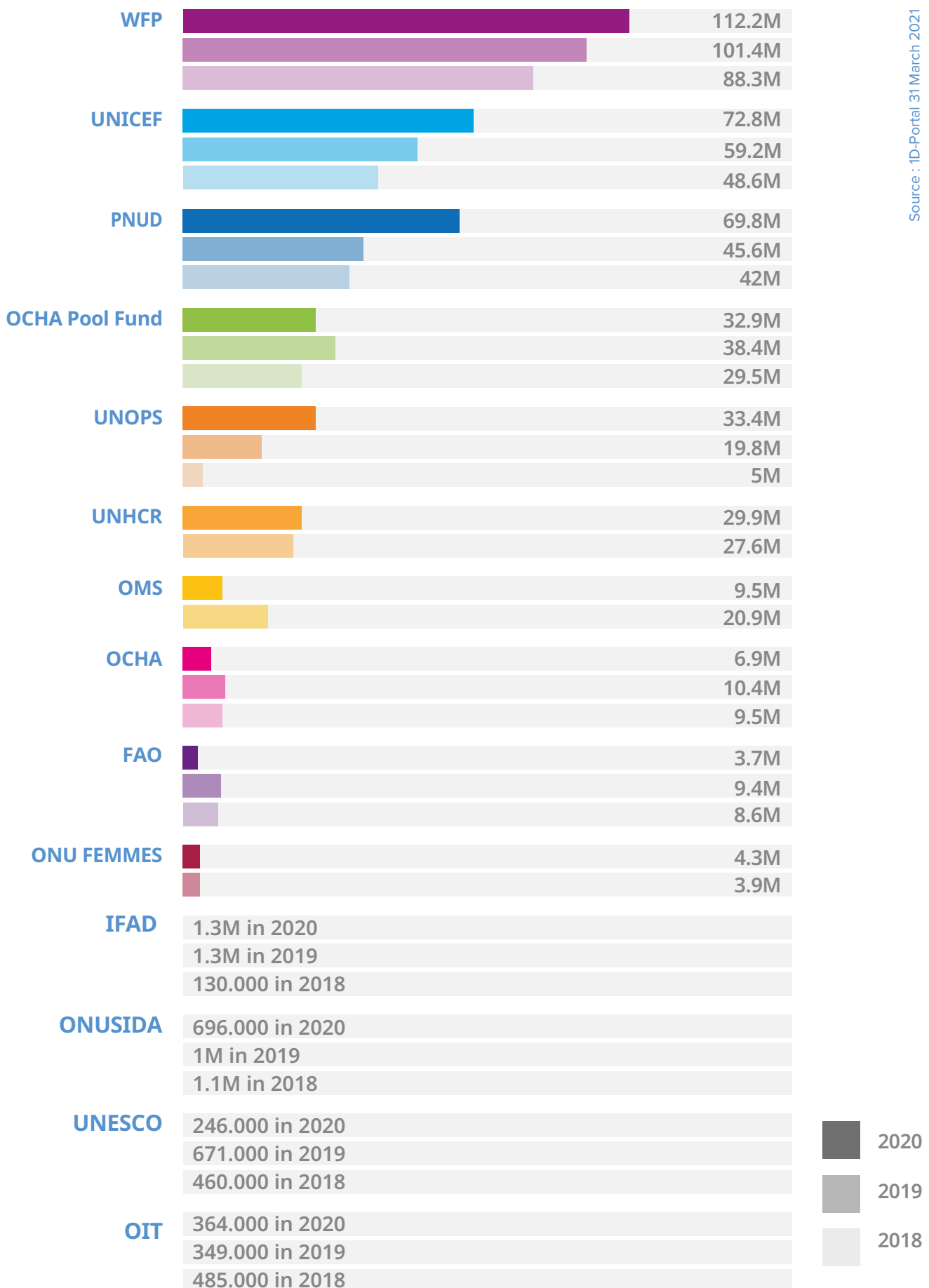
Récapitulatif de financement des réalisations par pilier 2020



Récapitulatif de financement des réalisations par fonds dépensés 2018-2020

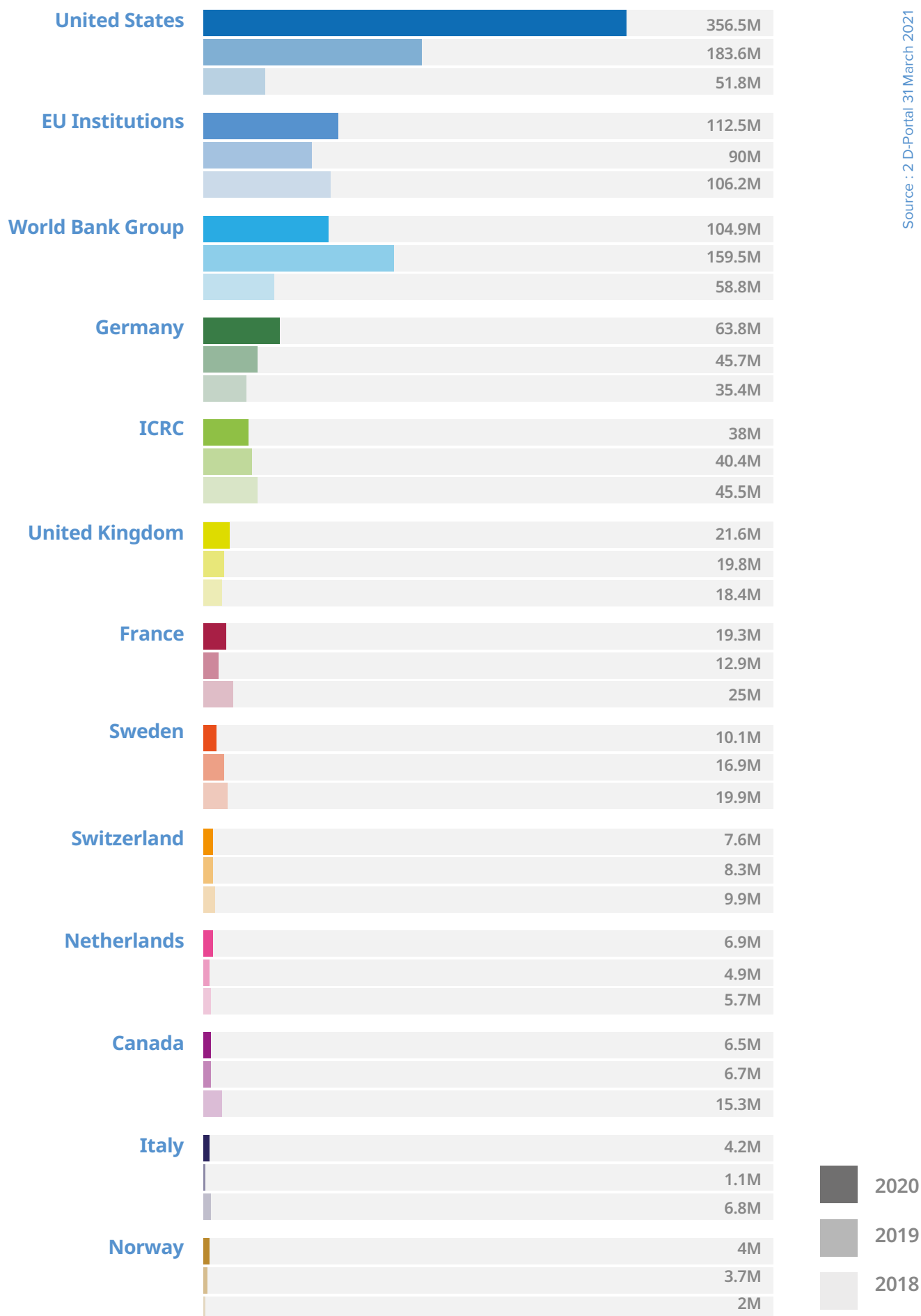


Le graphique suivant montre les dépenses annuelles des agences (2018-2020)



Le graphique suivant montre les contributions annuelles par bailleur (2018-2020)

Source : 2 D-Portal 31 March 2021



Stratégie de mobilisation des ressources

La Stratégie de mobilisation des ressources et partenariats (SMRP) est basée sur quatre principes fondamentaux. La Stratégie contribue à présenter le SNU en RCA comme une entité cohérente qui exploite les avantages comparatifs, encourage les programmes conjoints et est une responsabilité partagée.

L'équipe pays des Nations unies en RCA offre plusieurs exemples d'initiatives conjointes de mobilisation des ressources entreprises en 2020 :

- **Les Solutions durables:** dirigée par la Coordinnatrice résidente (CR) en étroite collaboration avec le PNUD et le HCR. Une importante conférence de haut niveau sur les solutions durables devait se tenir à Bangui en mars 2020, suite à une première conférence technique très réussie qui a eu lieu en décembre 2019. Cette conférence est maintenant prévue pour 2021.
- **Egalité de sexe et genre:** sous la direction de la Coordinnatrice résidente, l'équipe pays s'est engagée à soutenir le développement d'un programme Spotlight conjoint pour la RCA. L'accent est mis sur le développement d'un vaste programme à moyen terme axé sur la prévention et la réponse aux violences sexuelles et sexistes en RCA. La RCA n'était pas éligible lors du dernier cycle de la facilité de financement conjointe ONU/UE. Le dialogue concernant une initiative majeure de l'ONU a été initié avec l'UE et d'autres partenaires.

Après l'apparition de la pandémie en République centrafricaine, l'équipe pays des Nations unies a aidé le gouvernement à mobiliser des ressources supplémentaires pour financer le plan de réponse socio-économique à la COVID-19. Les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale et le FMI, ont approuvé le décaissement de ressources supplémentaires (42 millions de dollars US et 7,5 millions de dollars US), ainsi que d'autres partenaires de développement comme la Commission européenne à partir des programmes en cours du Fonds européen de développement (FED) (54 millions de dollars US) et le Fonds fiduciaire Bêkou (6,5 millions de dollars US). Compte tenu de l'ampleur des besoins, l'équipe pays des Nations unies a procédé à une réaffectation des budgets et des interventions existants (8,47 millions de dollars) pour soutenir la réponse socio-économique à la COVID-19. Une reprogrammation et une réaffectation des ressources ont déjà commencé dans le cadre des plans de travail conjoints de l'UNDAF+, en étroite collaboration avec le gouvernement, les donateurs et les partenaires.

L'équipe pays des Nations unies, travaillant dans le cadre de l'Assistance électorale Intégrée, a mobilisé USD 29 millions dans le cadre du projet d'appui au processus électoral en RCA comprenant entre autres, les acquisitions, la logistique secondaire, l'éducation civique et le renforcement des capacités et soutien aux institutions impliquées dans le cycle électoral. ●

Les jeunes filles du Lycée Marie Jeanne Caron participant à une sensibilisation sur les violences basées sur le genre et le SIDA, organisée par ONU Femmes et ONUSIDA. Photo: ONU Femmes



Si l'année 2020 a été caractérisée par la volonté des Nations unies d'éviter une nouvelle détérioration de la sécurité humaine et socio-économique de la population, l'objectif principal en 2021 sera de continuer à renforcer la résilience et de promouvoir la durabilité des progrès réalisés l'année précédente.

- **Renforcer la culture de paix par le dialogue social:** Il est planifié de consolider les acquis de 2019 et 2020 relatifs à la cohésion sociale au niveau communautaire et travailler pour créer un environnement favorable pour des élections municipales réussies.
- **Renforcer la prévention et la prise en charge des maladies transmissibles** et non transmissibles notamment le VIH, la Tuberculose, le Paludisme et la résilience au COVID-19, y compris le cadre du COVAX.
- **Elections municipales paisibles:** les Nations unies contribueront à engager une dynamique communautaire et locale plus solide pour soutenir le dialogue politique, tout en mettant progressivement hors-jeu les acteurs armés. Cette approche permettrait aussi de préparer le terrain pour des élections municipales, les premières depuis 1988 les plus pacifiques et inclusives possibles. Les maires étant les élus les plus proches des populations, leur représentativité sera critique pour la consolidation de la paix et le renforcement du principe des élections.
- **Solutions durables:** Avec le soutien de tous les acteurs du développement et de l'humanitaire, les solutions durables aideront les communautés à développer leurs économies dans les zones qui le permettent et à mettre en place l'infrastructure socio-économique nécessaire pour créer la stabilité.
- **Droits humains et le discours de haine:** Renforcer et exploiter les instruments des droits de l'homme pour soutenir la paix au niveau national et communautaire.
- **Egalité des sexes dans tous les domaines:** l'équipe pays s'attachera à soutenir la coordination nationale des initiatives en faveur de l'égalité des sexes afin de renforcer la prévention et la réponse à la violence sexiste et de continuer à renforcer la voix politique et l'autonomie économique des femmes. De vastes programmes à moyen terme rassemblant les initiatives dispersées et axées sur le genre dans

tous les domaines de programmation seront mis en place afin de rassembler les efforts pour un changement transformateur.

- **Bilan commun du pays:** Afin de mieux comprendre les racines des multiples défis, il est prévu de réaliser un Bilan commun du pays sous la direction de la Coordonnatrice résidente. Le Bilan inclura la participation des parties prenantes nationales, la société civile, les ONG, les Nations unies, ainsi que les IFS et les partenaires financiers.
- **Gestion des risques et catastrophes et environnement & transhumance:** Jusqu'à présent, des projets isolés ont été mis en œuvre

dans le domaine du développement durable. En 2021, les Nations unies ont l'intention d'augmenter de manière significative les initiatives actuelles et d'élargir considérablement les partenariats dans ce domaine.

Les plaidoyers sont amorcés avec le Fonds Vert en 2021. En termes d'avancées, l'adaptation des pratiques culturelles des communautés aux changements climatiques, la promotion de la protection des aires protégées sont des efforts encourageants. ●





Tanguy est l'un des bénéficiaires du cash for work pour la réhabilitation de l'axe Paoua-Beboura dans le cadre du Projet de Réduction de la Violence des Communautés à haut risque Sécuritaire financé par l'Union Européenne.
Photo: OIM



NATIONS UNIES
République centrafricaine



NATIONS UNIES - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
BUREAU DU COORDONNATEUR RÉSIDENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
PK4 AV. B. BOGANDA, PO BOX 3338, BANGUI, RCA

SUIVEZ-NOUS :
TWITTER : @RCAUNCT
FACEBOOK : @NATIONSUNIESRCA